

***l'Anti*capitaliste**

n°252 | 24 juillet 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Hollande et Valls provocateurs et complices



HALTE AU MASSACRE À GAZA!

REUTERS / FINBARR O'REILLY

Dossier

**Transformer
les médias**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Pleure pas la bouche pleine!

Page 2

PREMIER PLAN

**IntermittentEs et précaires:
aucunes vacances pour
les luttes**

Page 3



ACTU POLITIQUE

**Réforme territoriale:
un mauvais coup de plus**

Page 4

LIBRE EXPRESSION

**Egypte: entretien avec un membre
des Socialistes révolutionnaires**

Page 12





édito

Par ROSELINE VACHETTA

Pleure pas la bouche pleine!

Pierre Gattaz, patron des patrons, a de quoi se réjouir: «*la séquence des deux dernières semaines a été bonne*», écrit-il dans une tribune publiée par le Figaro. En effet, la trajectoire de baisse des «charges» du Pacte de responsabilité sera bien entérinée dans la loi, les créations d'emplois ne sont toujours pas à l'ordre du jour et la prise en compte de la pénibilité est reportée. Mais cela ne lui suffit pas, et il continue son combat pour l'injustice sociale... Pensant que le gouvernement doit faire mieux et plus fort, il lui propose une bonne douzaine d'idées, comme l'abandon de la taxe à 75% sur les très hauts revenus, la suppression des seuils sociaux, la baisse du SMIC, la généralisation du travail du dimanche et des horaires de travail jusqu'à 21 heures... Soit une destruction massive du code du travail, de nos conditions de vie et de travail. Le tout dans une situation de chômage exponentiel. Gattaz appelle cela «*redresser la France*». Son «partenaire social» privilégié, le gouvernement, n'est pas en reste et fait légiférer frénétiquement ces prochains jours. Pas moins de trois grandes lois sont en voie d'adoption. Toutes en faveur de la politique du Medef. La loi de finances rectificative pour 2014, déclinaison du Pacte de responsabilité, permet à l'État de réaliser 1,6 milliards supplémentaires d'économies: cela annonce des économies sur des services publics qui seront en partie privatisés et dont pourront bénéficier seuls ceux qui pourront payer. La loi rectificative sur le financement de la sécurité sociale acte l'allègement des cotisations sociales des employeurs et le gel des pensions de retraite au dessus de 1200 euros. Enfin, le vote de la réforme ferroviaire, contre laquelle les cheminots ont pourtant mené une grève forte et longue, permettra l'ouverture totale à la concurrence. Décidément, ce gouvernement défend magnifiquement les intérêts et les profits des patrons. Nous ne devons compter que sur nos propres forces pour le combattre, avec tous ceux et toutes celles qui le voudront. Que la rentrée soit une rentrée de luttes et de victoire!

BIEN DIT

Se laisser terroriser par le chantage à l'antisémitisme, se taire pour ne pas prêter le flan à des accusations de "collusion avec l'antisémitisme" voire d'"antisémitisme inconscient", ne peut, en dernière analyse, que faire le jeu des antisémites véritables, ou pour le moins des confusions identitaires et des réflexes communautaristes. La vraie gauche, antiraciste et anticolonialiste, n'a pas à faire la preuve de son engagement dans le combat contre la peste antisémite. Elle sera d'autant plus efficace dans la poursuite de ce combat, que ses positions sur les crimes de guerre d'Israël et sa politique de colonisation seront claires et sans ambiguïté.

MICHEL WARSCHAWSKI, «antisémitisme»... en mai 2003.

À la Une Halte au massacre à Gaza!

Des images insoutenables nous parviennent chaque jour, chaque heure de Gaza. Des scènes d'horreur, avec leurs cortèges de vies brisées, de cadavres de femmes d'enfants brûlés déchiquetés, illustrant les exploits de l'armée «la plus morale du monde». Celle de la «seule démocratie du Moyen Orient».

Depuis le début de l'opération «bordure protectrice» (sic), 570 Palestiniens ont trouvé la mort au moment où ces lignes sont écrites.

Une guerre d'État contre un peuple

Dimanche 20 juillet restera une journée noire pour le peuple gazaoui: plus de cent civils – hommes, femmes et enfants, dont une famille de 28 membres – ont été exterminés. Plus de 100 000 habitantEs du quartier de Chajaya ont dû fuir sous un déluge de feu par air, par mer, et par terre, la barbarie de l'armée israélienne. L'image de 4 enfants jouant au ballon sur la plage de Gaza, anéantis par un tir de roquette, illustre à elle seule le mensonge sioniste justifiant son intervention par la seule volonté de frapper le Hamas.

Nous n'oublierons jamais l'odieux spectacle de ces Israéliens hilares venus en famille piquer sur une colline dominant Gaza pour assister au macabre feu d'artifice. L'opinion publique israélienne, chauffée à blanc par la propagande raciste du gouvernement d'extrême droite qui dirige le pays, est majoritairement favorable à la nouvelle agression que livre son armée au peuple palestinien. Dans ce contexte d'union nationale belliciste, nous devons saluer le courage des quelques centaines de manifestants pacifistes israéliens qui, sous les insultes et les menaces, se sont rassemblés dès le troisième jour de l'offensive terrestre sur la place Habima de Tel Aviv. Ils ont crié de toutes leurs forces «*libérez Gaza!*» ou «*Bibi [Netanyahu], on te retrouvera à la cour pénale internationale de la Haye pour les crimes de guerre*».

Les grandes puissances responsables aussi

Cette exigence a pourtant bien peu de chance de se réaliser, tant les organisations internationales sont aujourd'hui verrouillées par les puissances occidentales qui soutiennent systématiquement les



Gaza le 20 juillet. DR

gouvernements qui se sont succédés depuis la proclamation unilatérale de l'État d'Israël le 14 mai 1948. Faut-il le rappeler: Israël n'a jamais respecté aucune des résolutions de l'ONU. Faut-il rappeler également que les autorités qui dirigent Gaza aujourd'hui – qu'elles plaisent ou non – ont été démocratiquement élues? Elles ne font aujourd'hui que demander le respect du droit international qui se déclinent en six exigences: la fin de l'agression contre le peuple palestinien; la levée complète du blocus instauré sur Gaza en 2006; l'ouverture du poste frontalier de Rafah avec l'Égypte; la liberté de circulation à la frontière gazaouie avec Israël; l'autorisation de pêcher jusqu'à 12 milles marins des côtes; la libération des prisonniers palestiniens. L'opération «bordure protectrice» n'est nullement une réponse à l'enlèvement et à l'assassinat de trois jeunes colons, dont on ne connaîtra probablement jamais les responsables, mais la poursuite d'une

logique politique de rejet de tout règlement pacifique de la question palestinienne. Elle intervient à un moment où des perspectives d'élections législatives et présidentielles, acceptées tant par le Hamas que par l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, redonnaient une consistance reconnue internationalement à la constitution d'un État palestinien. Cette énième attaque recule une nouvelle fois l'échéance.

Tous dans la rue pour la Palestine

Israël peut être rassuré, les USA le suivront dans ses pires crimes. C'est le sens des récentes déclarations d'Obama. Et les gesticulations diplomatiques du gouvernement français pour «*obtenir un cessez le feu*» ne pourraient, quant à elles, apparaître que pitoyables et stériles, si elles ne s'accompagnaient pas d'un alignement total et inconditionnel sur les positions du gouvernement israélien. Aussi, on peut comprendre la déception de Fabius, éconduit

dans un entretien de 10 minutes par un Netanyahu bien peu reconnaissant... Instaurée par Sarkozy, amplifiée par Hollande, cette politique internationale unilatérale ne fait que renforcer la colère et l'indignation qui monte partout en France, où de nombreuses manifestations se sont déroulées depuis une semaine. En dépit des menaces, des interdictions brandies par ce gouvernement discrédité, et des provocations organisées par l'extrême droite sioniste, le mouvement de solidarité avec la Palestine ne se laisse pas intimider. En particulier, le NPA appelle, dans les cadres les plus larges possibles, les plus unitaires, à tous les rassemblements et manifestations de rue pour faire entendre les voix de celles et ceux, notamment les jeunes issus de l'immigration, qui se mobilisent en masse contre l'horrible guerre à armes inégales que l'État colonialiste d'Israël mène contre le peuple de Gaza, véritable prison à ciel ouvert. Gaza Gaza on ne t'oublie pas!

Alain Pajolat

GOUVERNEMENT

Ni antisémitisme ni trouble à l'ordre public: la solidarité avec les Palestiniens est un droit!

En choisissant d'interdire certaines manifestations organisées en solidarité avec le peuple palestinien martyrisé, les autorités françaises ont franchi un cap dans leur soutien affirmé à Israël. En amalgamant opposition à la politique criminelle d'Israël et antisémitisme, Hollande-Valls et les officines pro-israéliennes ont franchi un cap dans l'abjection idéologique. Mais ces attaques ne nous feront pas taire, bien au contraire.

Interdire... au nom de quoi?

La décision d'interdire des manifestations a été prise au prétexte des incidents qui ont eu lieu en marge de la manifestation parisienne du 13 juillet. Mais de quels incidents parle-t-on? La Ligue de défense juive (organisation interdite aux États-Unis et en Israël même) a une fois de plus joué les agents provocateurs en appelant à un rassemblement devant une synagogue située à quelques centaines de mètres de la fin du défilé.

Un piège tendu aux manifestants, que la LDJ est en outre venue provoquer, et dans lequel se sont engouffrés quelques dizaines de participants souhaitant en découdre avec cette milice qui n'a de cesse de s'en prendre physiquement aux militantEs de la cause palestinienne. Mais jamais, comme l'a confirmé le président de la synagogue de la rue de la Roquette («*à aucun moment nous n'avons été physiquement en danger*»), le lieu de culte n'a été attaqué.

Jusqu'à cette provocation, la manifestation s'était parfaitement déroulée, de même que se sont parfaitement déroulées les initiatives organisées partout en France. Les autorités ont pris une décision qui en dit long: interdire, à ceux qui exigent que le droit international soit appliqué et que les criminels de guerre soient sanctionnés, de s'exprimer, et donner raison à ceux qui prônent racisme, haine et violence. Le monde à l'envers... Et ce qui devait arriver arriva: le week-end des

19-20 juillet, les deux seules manifestations qui ont été émaillées d'incidents sont les deux manifestations interdites. Le parallèle est saisissant: pour Valls, les incidents en marge des manifestations interdites sont la preuve, a posteriori, qu'il fallait les interdire, de même que pour Netanyahu, la recrudescence des tirs de roquettes depuis le début des bombardements massifs est la preuve, a posteriori, qu'il fallait bombarder. Vous avez dit prophétie auto-réalisatrice?

Un monde à changer

SIDA. Melbourne en Australie accueille du 20 au 25 juillet la 20^e conférence sur le sida de l'IAS (International Aids Society). À cette occasion, des participantEs ont exprimé leur colère à l'égard des pays dotés de lois qui stigmatisent l'homosexualité, les accusant de favoriser la propagation du virus. Françoise Barre-Sinoussi, prix Nobel de médecine pour avoir codécouvert le virus du sida, a déclaré : « *La cruelle réalité est que dans toutes les régions du monde, les stigmatisations et la discrimination continuent d'être les principales barrières à un accès efficace aux soins. (...) Nous devons une nouvelle fois crier bien fort que nous n'allons pas rester immobiles lorsque les gouvernements, en violation de tous les principes des droits de l'homme, mettent en place des lois monstrueuses qui ne font que marginaliser des populations déjà vulnérables.* »

Dans la ligne de mire, les pays, notamment en Afrique et la Russie, qui ont renforcé leur législation de lutte contre l'homosexualité. Selon un rapport du programme Onusida publié la semaine dernière, 79 pays ont des lois qui criminalisent les pratiques sexuelles entre personnes du même sexe et sept prévoient même la peine de mort... Ainsi, l'Ouganda et le Nigéria comptent parmi les pays ayant renforcé leur législation. L'Inde a restauré une « loi antisodomie » qui date de l'époque coloniale. La Russie, elle, interdit l'information sur les orientations sexuelles, assimilée à de « la propagande »... Le sida a tué 39 millions de personnes en 33 ans, et aujourd'hui 35 millions sont touchées. La lutte contre le virus continue... ainsi que contre toutes les idées réactionnaires!

INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES

Aucunes vacances pour les luttes

À quelques jours de la fin du festival d'Avignon, il est possible de faire un premier bilan de la stratégie du gouvernement : elle a échoué. La mobilisation, elle, ne faiblit pas.

Et pourtant, tout était pensé pour diviser le mouvement, ramener les intermittentEs à la raison (gouvernementale), et faire oublier la responsabilité de Valls et Hollande dans le très justifié sentiment d'impunité qui anime le Medef.

La venue de la ministre de la Culture au festival s'inscrivait dans ce projet : prouver que la situation était pacifiée. Peine perdue. Les intermittentEs et les précaires ont fait savoir, dès son arrivée, qu'ils ne la rencontreraient pas. Échec de l'opération de communication : aucune photo n'immortalisera le « sens du dialogue » du gouvernement. En revanche, de nombreuses autres exposeront la colère et la détermination des intermittentEs et des précaires. Ainsi, dès sa première sortie, Filippetti a dû s'enfuir précipitamment du village du festival Off sur fond de « *Dehors, dehors les enfumeurs!* ».

Par la suite, ce n'est que grâce à une très importante protection policière que la ministre a pu se déplacer et accomplir quelques rencontres, retranchées et en catimini. Sa seule

conférence de presse a duré 5 minutes, en bas d'un escalier, journalistes debout ! Et, de mémoire du festival, jamais un ministre n'était descendu de Paris à Avignon pour ne pouvoir assister à aucun spectacle... Car Filippetti n'a, en effet, pas jugé souhaitable de vérifier en direct si le mot d'ordre « *Tant qu'un membre du gouvernement sera dans la salle, nous ne jouerons pas* »¹ était respecté... Quelques signaux envoyés l'ont prudemment convaincu d'opter, plutôt, pour une soirée resto. Les intermittentEs et précaires n'ont cessé, deux jours durant, de multiplier actions et manifestations, jusqu'à un bal populaire militant, place du Palais-des-Papes. La reprise en main gouvernementale a ainsi viré au désastre et rappelé combien ce pouvoir est désormais partout impopulaire.

Jeu de dupes

Au même moment, le jeudi 17 juillet, se réunissait la 3^e table ronde de la concertation initiée en catastrophe en juin par Manuel Valls. La présence autour de la table de la CGT, mais



aussi celles de la Coordination des intermittents et des précaires (CIP) et de Recours radiation (contestés par le Medef, la CFDT ou FO), permettent à chaque rendez-vous de faire entendre les exigences de la mobilisation : refus d'une sortie de l'interpro, prise en compte des propositions du « comité de suivi », contestation du principe des « droits rechargeables », critiques de la gestion de l'Unedic... Mais il n'y a pas à se leurrer, ainsi que le souligne Samuel Churin (CIP IdF) : « *notre poids a beau être réel sur le terrain, il est minime à l'intérieur puisque nous ne sommes pas décisionnaire* ». Dès lors, concertation et négociation apparaissent bien comme un jeu de dupes. Seule la poursuite et l'amplification de la mobilisation sont à même de faire valoir les intérêts des intermittentEs et des précaires. Une quatrième rencontre, la dernière avant que ne s'ouvrent à la rentrée

les « négociations », aura lieu ce jeudi 24 juillet. Ce même jour a été désigné par la coordination nationale comme journée nationale d'actions. Au printemps, le gouvernement avait décidé de jouer la communication, la division et l'usure. La liste des AG et des actions qui se tiennent au quotidien, partout en France, dans les festivals et ailleurs, témoigne de la profondeur, de l'unité, de l'inventivité et de la durée de ce mouvement qui exige toujours l'abrogation de l'accord Unedic du 22 mars. Ainsi, l'été se poursuit, rythmé par l'agenda militant et offensif que se sont créés les intermittentEs et les précaires, avec en ligne de mire septembre et la rentrée. Une rentrée sociale singulière puisqu'elle n'aura été précédée d'aucunes vacances des luttes...

Olivier Neveux

1 - Voir *L'Anticapitaliste* n°245 du 5 juin 2014.

Juifs = Israël... Qui fait l'amalgame?

Ne soyons pas naïfs : il existe des individus et des courants (on pense notamment ici au tandem Soral-Dieudonné) qui instrumentalisent la cause palestinienne pour diffuser un message de haine à l'égard de l'ensemble des Juifs, en les amalgamant à la politique de l'État d'Israël. Et certains antisémites essaient de s'appuyer sur les mobilisations en cours pour entretenir cette haine et, même, passer à l'acte. Ils doivent être implacablement combattus. Mais il est scandaleux de pratiquer l'amalgame entre solidarité avec les Palestiniens et antisémitisme, ou même entre antisionisme et antisémitisme. Remettre en question l'occupation civile et militaire de la Palestine, les violences commises par l'armée israélienne ou, pour l'antisionisme, la légitimité de l'établissement et du maintien, au cœur du monde arabe, d'un « État des Juifs » fondé sur une

conception raciale de l'histoire et des rapports sociaux, sont des positions politiques légitimes, et absolument pas l'expression d'un rejet des Juifs comme groupe. L'amalgame ne vient pas du mouvement de solidarité, qui a toujours été admirable de vigilance sur ces questions. On ne peut pas en dire autant de la LDJ, du Crif et du gouvernement. Lorsque le Crif, qui prétend parler au nom « des Juifs » de France se comporte en ambassade d'Israël bis, qui amalgame? Lorsque la LDJ appelle à des rassemblements de soutien à Israël devant des synagogues, qui amalgame? Lorsque Manuel Valls dénonce « *une jeunesse qui cache sa haine du Juif derrière un antisionisme de façade et derrière la haine de l'État d'Israël* »... lors de la commémoration de la rafle du Vél d'Hiv, qui amalgame? Et enfin, lorsque François Hollande dénonce les manifestations de soutien aux Palestiniens alors qu'il décore deux « chasseurs de nazis », qui amalgame?



À Barbès samedi 19 juillet. DR

La meilleure réponse au piège tendu par ceux qui veulent délégitimer le soutien aux Palestiniens est d'amplifier ce soutien, et d'être intraitable face aux tentatives d'intimidation : la solidarité avec les Palestiniens est un

droit, et même un devoir, et ce ne sont pas les soutiens, affirmés ou honteux, à un État criminel, qui nous feront taire, quelle que soit la violence ou la perfidie de leurs attaques. **Julien Salingue**

Le chiffre

16,22°C

C'est, d'après l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA), la température moyenne mondiale combinée à la surface des sols et des océans de ce mois de juin. Un record depuis le début des relevés des températures en 1880... N'en déplaise aux « climatosceptiques », c'est bien le système qu'il faut changer, pas le climat!



Agenda

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.



NO COMMENT

Vous voyez les États-Unis inviter Al-Qaïda à défilé dans les rues de New York ou Washington en 2061?

JACQUES BOMPARD, député-maire Ligue du sud d'Orange, membre fondateur du FN dont il a démissionné en 2005, sur son blog, à propos de la participation de soldats algériens au défilé du 14 juillet

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



14 JUILLET

Polémiques nauséabondes

Un ennemi, un bon ennemi. Pour l'extrême droite française, l'Algérie occupera toujours une place de choix dans cette catégorie. Le conflit colonial en Algérie (1954 à 62) est certainement le conflit politico-militaire qui a le plus contribué, dans la dernière période de l'Histoire, à configurer le champ politique et idéologique en France...

C'est vrai à gauche – les forces motrices en mai 1968 s'étaient souvent formées et regroupées dans la résistance à la guerre d'Algérie, face aux hésitations du PCF et aux compromissions profondes de la SFIO. C'est encore plus vrai à droite et à l'extrême droite : du formatage de l'appareil d'État contre un « ennemi intérieur » repéré dans les banlieues (et bidonvilles de l'époque) – et littéralement massacré le 17 octobre 1961 – jusqu'à la constitution d'une base électorale importante pour l'extrême droite. Les populations d'origine européenne ayant quitté l'Algérie au moment de sa libération du joug colonial, ou « Pieds-Noirs », ont longtemps voté pour le FN bien plus que la moyenne de la population. Une des dernières manifestations de cet héritage idéologique s'est manifesté par la véritable campagne menée par presque toute l'extrême droite avant le dernier 14 juillet, en raison du fait que trois soldats algériens, mais aussi des militaires vietnamiens, devaient participer au défilé militaire sur les Champs-Élysées. Présent, le journal d'extrême droite catholique-traditionaliste, a ainsi titré le 4 juin : « Des fellouzes et des viet-minhs dans le défilé du 14 Juillet ! », appliquant ainsi à ces soldats d'aujourd'hui des dénominations utilisées il y a plus de cinquante ans pour qualifier les insurgés de ces pays alors colonisés par la France.

De son côté, le député Gilbert Collard, qui siège à l'Assemblée nationale pour le FN sans en avoir la carte d'adhérent, a fantasmé dans un communiqué sur « une provocation indigne et le signe d'un très grand mépris pour les morts, disparus ou suppliciés de cette armée (algérienne) née au sein même du FLN, organisation terroriste »...

Racisme en série...

Quelques jours plus tôt, le 5 juillet, le maire de Béziers, Robert Ménard (lui aussi élu avec le soutien du FN sans en être membre), s'était fait remarquer par une provocation, célébrant des morts de l'OAS, organisation terroriste qui combattait le retrait français d'Algérie en tuant des civils. Ménard prétendait commémorer les morts européens du 5 juillet 1962, tués à Oran par une foule en colère en raison d'attentats de l'OAS. Or, la stèle devant laquelle Ménard s'inclinait ne montre point de morts civils « pieds noirs », mais bel et bien des terroristes racistes de l'OAS, fusillés par le pouvoir gaulliste. Dans les semaines précédentes, une autre campagne d'extrême droite avait visé les supporters de l'équipe de football algérienne. Lors d'un match opposant les équipes algérienne et belge, le 17 juin, le Bloc identitaire avait ainsi placardé des affiches au métro Barbès à Paris : « Ton pays, c'est l'Algérie ? Retournes-y ! » Marine Le Pen demandait, elle, le retrait de la nationalité française aux binationaux supportant l'Algérie... Et enfin, rappelons qu'à Nice, gérée par une droite parfois bien extrême, Estrosi avait décidé par arrêté municipal d'interdire tous les « drapeaux étrangers » dans le centre ville, un arrêté qui visait avant tout les supporters algériens. Le « test de tolérance » n'a pu être fait pour exhibition de drapeaux allemands, l'arrêté ayant été annulé par le tribunal administratif... **Bertold du Ryon**

RÉFORME TERRITORIALE

Un mauvais coup de plus

Le 18 juillet, l'Assemblée Nationale a donc adopté en procédure accélérée la nouvelle carte des 13 méga-régions françaises (il y en a actuellement 22). Une carte qui est le produit de tractations sans nom.

Les parlementaires doivent encore discuter du report des élections régionales et départementales (de mars à décembre 2015). Enfin, le vote global du projet de loi en première lecture est prévu pour mercredi 23. Mais le résultat ne fait guère de doutes, malgré les critiques qui fusent. En octobre, un second projet de loi sera présenté à l'Assemblée, relatif aux compétences des diverses collectivités locales. Les régions devraient y voir leur rôle profondément renforcé.

Projet inacceptable

Ce projet répond à de nombreuses exigences, notamment le fait de rapprocher le fonctionnement de l'État français de celui des autres États membres de l'Union européenne, en particulier de constituer une réplique des Länder allemands. À l'image de l'UE elle-même, c'est à une redéfinition technocratique, aussi éloignée que possible de l'intervention populaire qu'on assiste. L'idée est de transférer au niveau régional nombre de responsabilités, afin de faciliter la « modernisation » libérale. L'expérience montre en effet que plus les élus locaux sont proches des électeurs, ce qui est le cas au niveau départemental, plus ils résistent à mener des politiques « impopulaires », austéritaires (ne serait-ce qu'à cause d'un évident instinct de survie électorale...). Autre aspect décisif, les super-régions



Martine Aubry sent-elle le vent tourner? DR

qui se mettent en place sont un niveau idéal pour démanteler les différents dispositifs nationaux : statuts des personnels, programmes d'enseignements, etc. Avec la réforme en cours, le principe de l'égalité d'accès au service public quel que soit son lieu de résidence appartenait au passé.

Enfin, il ne fait de doute pour personne que les transferts de compétences (du département vers la région) induits par cette réforme seront l'occasion de nouvelles coupes budgétaires. Rappelons que les « dotations » versées par l'État aux collectivités devraient baisser de 11 milliards (sur une certaine actuellement) d'ici à 2017...

Tensions au PS

Après de nombreux autres, le vote de cette loi est l'occasion de nouveaux heurts au sein du PS. Cette fois, c'est Martine Aubry qui s'y colle... au prétexte du regroupement de la Picardie et du Nord-Pas de Calais. Il est certain que la région envisagée cumule les handicaps, notamment un chômage très supérieur à la moyenne nationale. Ceci étant, Aubry en a vu d'autres. Tout indique donc que cet épisode est le détonateur d'un processus plus profond : « Il n'est pas trop tard pour réussir le quinquennat. On a réussi de belles choses mais on en a loupé d'autres » a-t-elle affirmé avant d'ajouter : « Si depuis deux ans dans tous les

domaines, on avait eu une grande vision et une méthode, on aurait eu un peu moins de problèmes ». Hollande appréciera...

Côté Front de gauche, la critiques est encore pire : le PCF est vent debout contre cette réforme qui réduit encore le peu de pouvoirs qui lui restent... Rappelons qu'il ne dirige aucune région.

Accord tacite de l'UMP

Dans ces conditions, le gouvernement ne peut espérer avancer sans le soutien de l'UMP. Valls lui-même a multiplié les appels du pied allant en ce sens : « Nous sommes prêts à accepter des amendements sur tous les bancs pour que la carte soit meilleure » déclarait-il récemment. On ne sera donc pas surpris que l'UMP soutienne dans les faits le projet, même s'il est impossible que le parti le vote en bloc : ce serait fournir au FN un argument en or. Tout au plus l'UMP aiguillonne-t-elle le gouvernement pour l'encourager à le droitiser encore plus...

Mais il est déjà public que des personnalités de droite – et non des moindres – envisagent de voter le texte de Valls ou de choisir une abstention bienveillante, comme par exemple l'ex-ministre Xavier Bertrand.

Ceci étant, rien n'est encore joué : l'affaiblissement du gouvernement est tel que tout peut s'effondrer à la première anicroche.

Pascal Morsu

JUSTICE Le vernis bleu marine se lézarde

Le vernis bleu marine censé masqué le Front national se fissure encore quelque peu... Malgré les tentatives de « dédramatisation » de Marine Le Pen, lors des dernières échéances électorales, de nombreux candidatEs n'ont pas joué le jeu, affichant ouvertement leurs opinions racistes voir fascistes. CertainEs ont été (r)attrapésEs...

Lors des « Manifs pour tous », de nombreuses vidéos avaient circulé, vidéos assimilant Christiane Taubira à un singe, ne faisant aucun doute quant à la participation d'individus ouvertement racistes à ce mouvement. Aux dernières municipales, la candidate Anne-Sophie Leclère, tête de liste FN à Rethel dans les Ardennes, avait publié sur son réseau social une photo comparant une fois de plus Christiane Taubira à un singe. Une fois l'affaire médiatisée par un reportage de France 2, elle avait été exclue du Front national par Marine Le Pen, comme elle en a désormais l'habitude quand les réelles opinions racistes et xénophobes de ses ouailles s'expriment trop publiquement. Cela avait déjà été le cas pour d'autres candidatEs, ces faits nous rappelant la vraie nature de l'extrême droite et de ses idées nauséabondes. Suite à une action en justice, la condamnation du tribunal de grande instance est tombée mardi 15 juillet : neuf mois de prison ferme et cinq ans d'inéligibilité pour l'ex-candidate, auquel s'ajoute 50 000 euros de dommages et intérêts à régler conjointement avec le FN, et 30 000 euros à régler pour le Front national. Nous pouvons nous réjouir que de



Marine Le Pen et Anne-Sophie Leclère : une vraie photo de famille. DR

tels actes racistes soient lourdement condamnés, sans entrer dans le débat de ce que serait une juste condamnation de tels actes. Nous aurions aimé qu'il en soit autant avec les nombreux « dérapages » contrôlés du père Le Pen, qui joue toujours le jeu de l'arrière garde ultra-réac indissociable de l'opération proprement de la fille. Il n'aura jamais connu les barreaux pour ses déclarations racistes et antisémites.

Une première judiciaire

Cette bien maigre réjouissance comporte malgré tout un élément qui questionne. Le FN en tant que parti a bel et bien été condamné. Une première qui n'a pas échappé aux plus fins observateurs. Bien entendu, nous ne pleurerons pas sur le sort du parti de nos ennemis, et c'est une bien maigre somme qui leur est demandé et qui ne suffira pas à éteindre sa flamme. Mais la

jurisprudence qu'elle crée peut aussi se retourner contre toutes les organisations politiques.

Car le droit est clair : jusqu'à présent, les seuls condamnables étaient les auteurs, éditeurs, imprimeurs ou diffuseurs, ce que n'était pas le Front national dans le cas présent. Du coup, il s'agit bien d'une condamnation politique qui, sur la forme, pourrait à l'avenir se retourner contre n'importe quel parti ou organisation. Ainsi, unE candidatE investiE qui exprimerait une opinion personnelle, déraperait, ferait – comme lui permet le code électoral – ce qu'il veut sans en référer à son organisation politique, entraînerait la responsabilité de celle-ci...

À l'extrême droite en particulier, les castings électoraux vont donc se resserrer, et Marine Le Pen va devoir trouver de bons candidats bipolaires, c'est à dire lisses et notables le jour, et racistes la nuit. En attendant, un appel à soutien a été lancé pour récolter des dons en faveur de la candidate raciste condamnée qui persiste et signe : « Aidez Anne-Sophie Leclère, victime de la justice bananière ». Dégueulasse jusqu'au bout... **Ischia Prociada**

UKRAINE Tambours de guerre dans l'est du pays

N'en déplaise aux conspirationnistes, avec leur arc de forces étrange allant de groupes stalino-nostalgiques jusqu'à l'extrême droite, il fait peu de doutes que le boeing malaisien MH 17 a été abattu par une unité militaire de l'autoproclamée Novorossiya («Nouvelle Russie»), déclarée le 22 mai dernier en tant qu'«union des républiques populaires de Donetsk et de Louhansk».

Des éléments concordants rendent très plausible l'hypothèse selon laquelle les servants de l'une des batteries de missiles sol-air livrées par le gouvernement de Poutine ont confondu ce vol civil avec celui d'un avion militaire ukrainien. Ces 300 victimes innocentes, un nombre presque équivalent à l'ensemble des morts provoquées jusqu'à présent par la guerre dans l'est ukrainien, sont cependant tombées à pic pour le gouvernement pro-UE et pro-US de l'oligarque Porochenko. Celui-ci en a en effet profité pour relancer son offensive embourbée depuis des mois, malgré quelques succès partiels comme la reprise le 5 juillet de la ville de Slaviansk et de localités de moindre importance.

Deux camps réactionnaires

L'«opération antiterroriste» (c'est le nom donné par les autorités de Kiev à leur opération militaire) a en effet rencontré jusqu'à présent nombre de difficultés. L'armée ukrainienne, celle d'un État en crise chronique et profonde depuis de nombreuses années, est en effet en piteux état. Alors que de l'autre côté, les partisans de la «Nouvelle Russie» bénéficient d'un soutien militaire et logistique fort de leur maison-mère, de ce point de vue bien plus performante. Après la destruction du vol MH 17, Poutine se retrouve cependant sur la défensive, avec des marges de manœuvre politiques et diplomatiques réduites. Il n'y a rien de progressiste d'un côté ou de l'autre de la confrontation en cours. Ne représentant qu'une petite partie des populations russophones



Les débris du MH 17 sous surveillance. DR

de l'Ukraine, les régions de Donetsk et Louhansk se trouvent aujourd'hui sous la coupe d'affairistes et de politiciens issus de l'ancien régime stalinien, qui entendent défendre bec et ongles leurs intérêts étroitement liés à ceux du néo-capitalisme russe. Comme l'écrivait début mai un militant anarchiste de Donetsk, «les événements dans notre région peuvent être décrits comme un putsch gangstéro-policiers, enveloppé dans un emballage "populaire". Laïle violente est composée d'anciens et actuels employés du ministère de l'Intérieur [MVD], d'anciens soldats, de parachutistes et de spécialistes militaires, avec le soutien de criminels plus ou moins grands et d'éléments marginaux au chômage.»²

L'autre côté est celui d'un gouvernement oligarchique qui, à travers ses accords avec l'Union européenne et le FMI, s'est engagé à appliquer des recettes néolibérales qui aggraveront sensiblement les différenciations

sociales et la misère pour la majorité de la population. Dans les deux camps prédomine une idéologie nationaliste, de part et d'autre des réactionnaires ont la main et des fascistes sont actifs. Quant aux populations, elles restent dans leur grande majorité passives face à un affrontement qui les dépassent mais dont elles sont les principales victimes.

Arrêter la guerre, permettre l'autodétermination

Comme nos camarades de l'organisation ukrainienne «Opposition de gauche» l'ont écrit dans une déclaration le 15 juin, «il est impératif de stopper les affrontements armés avant tout type de discussion politique sur le futur ordre constitutionnel en Ukraine (...) Des négociations sur un cessez-le-feu et la libération des otages (les populations de villes entières sont aujourd'hui prises en otage) et la création de corridors humanitaires devraient être engagées

immédiatement sur le terrain par les commandants militaires.» «Aucune discussion politique» n'est cependant possible avec les paramilitaires venus de Russie, «les questions concernant l'organisation future de l'État et la formation de nouveaux pouvoirs publics représentatifs ne pouvant être discutées qu'avec les représentants des communautés locales.»

Dans cette voie, il faut dès maintenant exiger du gouvernement ukrainien, en même temps que l'arrêt de toutes ses opérations armées, le respect du droit à l'autonomie linguistique et culturelle des populations de l'est.

Jean-Philippe Divès

1— Ainsi voit-on la presse et le site du FN relayé systématiquement la propagande des séparatistes contre la «junte libéralo-fasciste» de Kiev soutenue par Washington et les eurocrates de l'UE...

2— Témoignage publié sur le site britannique People and Nature, <http://peopleandnature.wordpress.com/2014/07/20/a-gangster-police-putsch-presented-in-peoples-wrapping/#more-990>

AFRIQUE Hollande renforce la Françafrique

Business et sécurité sont peut-être les deux mots qui peuvent le mieux résumer le voyage de François Hollande en Afrique qui s'est déroulé la semaine dernière.

La première étape, placée sous le signe des affaires, fut en Côte d'Ivoire. Flanqué d'un aréopage de chefs d'entreprises, Hollande a visité son ami Alassane Ouattara arrivé au pouvoir par la force des blindés français. Ce pays est important pour la France. En effet, plus de 800 entreprises françaises y sont présentes et des contrats particulièrement juteux sont à signer, notamment dans la construction d'infrastructures et l'assainissement de l'eau... une spécialité de la multinationale hexagonale Veolia. Bien évidemment Hollande n'a rien dit sur les atteintes aux droits de l'homme, sur les chefs de milices, les fameux «com'zones», qui aidèrent Ouattara à prendre le pouvoir. Ceux-ci se sont rendus coupables de crimes de guerre qui relèvent de la Cour pénale internationale et qui sont désormais chargés de la sécurité dans les différentes provinces du pays. Hollande a bien rencontré les ONG et l'opposition, le Front populaire ivoirien, pour lui conseiller de rentrer dans le rang en participant aux prochaines élections présidentielles...

Barkhane, énième opération militaire française

Le second pays visité fut le Niger, où Areva, entreprise d'État, pille depuis des décennies les mines uranifères.



Hollande un peu comme chez lui... DR

Cela avec des conséquences désastreuses pour la santé des habitants et des travailleurs et l'environnement du fait d'une radioactivité importante et de l'assèchement des nappes phréatiques lié à l'exploitation minière. Hollande a naturellement défendu le nouveau dispositif militaire Barkhane : une implantation militaire française capable d'agir à tout moment et de manière autonome sur la bande sahélo-saharienne. Le but en serait de lutter contre les djihadistes et le trafic des armes qui viennent essentiellement de Libye, véritable sanctuaire des milices islamistes radicale, depuis que Sarkozy a eu la lumineuse idée – sous les conseils

toujours très avisés de Bernard Henri Levy – de bombardier le pays, provoquant ainsi sa dislocation. Ce dispositif militaire pérenne comprendra au moins 3000 hommes dont un millier qui continuera à être déployé au Mali, 200 véhicules blindés, une vingtaine d'hélicoptères des aéronefs de transport, des drones et des avions de chasse. Le siège se situera à N'Djamena capitale du Tchad et dernière étape du périple africain du président français. Ce pays reste le partenaire privilégié de la politique néocolonialiste de la France en Afrique. De nouveau, Hollande a fermé les yeux sur les graves atteintes aux droits de l'homme

dont sont victimes opposants et syndicalistes et continue la politique de Sarkozy dans son soutien indéfectible au dictateur tchadien Idriss Déby.

Le sabre et le pognon

Le dispositif Barkhane est une accentuation de la présence militaire française en Afrique, confirmant son rôle de gendarme du continent au profit des principales puissances économiques mondiales. Le but reste d'imposer la stabilité de la région, ce qui revient dans la plupart des cas à soutenir les pires dictatures contre la volonté des populations, afin que les multinationales puissent en toute sérénité continuer de s'accaparer les principales richesses de l'Afrique. Les militaires français pourront mener toutes les interventions qu'ils souhaitent dans les pays concernés par ce dispositif, à savoir la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso le Niger et évidemment le Tchad.

Barkhane n'est pas le seul dispositif qu'utilise la France, les accords militaires permettant aussi une présence militaire sur la durée. À cet égard, l'accord de coopération militaire entre le Mali et la France, signé le 16 juillet, confirme ce que les opposants à l'intervention militaire française dans ce pays expliquaient : une fois sur place, les troupes françaises resteront. **Paul Martial**



Le monde en bref

Tunisie Les ouvrières de Latélec-Fouchana ont fait plier la multinationale française Latécoère.

Après deux ans de lutte, et 27 jours de grève de la faim, les ouvrières de Latelec ont fait reculer une entreprise qui se croyait encore au temps de la colonisation ou de la dictature de Ben Ali. Pendant des années, celle-ci a en effet bafoué allègrement le droit social tunisien, les normes internationales du travail, et laissé se pratiquer le harcèlement sexuel.



DR

Par leur lutte, ces femmes ont en effet réussi à faire réintégrer dans l'entreprise deux ouvrières supplémentaires, après les six déjà obtenues en mars 2014. Les deux déléguées UGTT, pour lesquelles la réintégration n'a malheureusement pas pu être arrachée le 15 juillet, ont obtenu des indemnités de licenciement d'un montant inégal. Mais, comme le dit à juste titre le Comité de soutien qui les a accompagnées sans relâche depuis près de 18 mois : «La lutte n'est pas terminée. En effet, en maintenant le licenciement des deux principales déléguées, la direction a porté un coup grave au syndicat UGTT : elle peut être tentée de reprendre ce qu'elle avait été contrainte de lâcher antérieurement. Les salariées de Latelec-Tunisie auront donc encore plus besoin du soutien du mouvement syndical et associatif.»

Comme il l'a fait notamment au sein du Comité de soutien de Toulouse (ville siège de Latécoère), le NPA continuera à s'impliquer pleinement dans la solidarité avec ces ouvrières. Il combattra toute tentative de calomnies ou d'instrumentalisation politiciennes pouvant affaiblir la solidarité avec elles.

Grèce Échec à l'exploitation moyenâgeuse!

En plein mois de juillet, une grève exemplaire vient d'entamer une «référence entrepreneuriale» vantée par le Premier ministre Samaras et son gouvernement droite et Pasok. Les ouvriers d'un des trois secteurs du port du Pirée, vendu depuis 2009 au géant chinois Cosco, ont refusé de subir plus longtemps les conditions médiévales auxquelles Cosco et l'intermédiaire patronal grec les soumettaient. Journées de travail pouvant atteindre 16 heures, heures supplémentaires nombreuses et non payées, absences de pauses, accidents du travail non déclarés (les victimes étaient même transportées à l'hôpital en voiture individuelle), équipes de grutiers réduites... et bien entendu interdiction de fait de l'organisation syndicale!

Vendredi 18 juillet au matin, l'équipe de nuit a refusé de sortir et a élaboré, en AG avec l'équipe de jour, une liste de revendications, réclamant également une convention collective et la reconnaissance de la pénibilité du métier. Du côté de la direction, l'effolement était perceptible devant cet événement inattendu, et suite à l'AG, des négociations ont immédiatement débuté. D'ores et déjà vient d'être reconnu – par écrit –, pour ceux qui en relèvent, le statut de travailleurs des ports, incluant la pénibilité. La direction s'engage aussi à une formation d'ici septembre permettant aux autres ouvriers de relever de ce statut.

Devant ce premier acquis, les travailleurs de Cosco ont décidé de suspendre leur grève, après avoir reçu le soutien des syndicats du secteur et de la gauche politique. Cette victoire, qui reste à confirmer, a quelque chose d'exemplaire dans la situation grecque : Samaras est un petit représentant de commerce de l'exploitation à la chinoise, et le «port Cosco» est un modèle de modernité économique à ses yeux : il y est venu en visite 4 fois ces derniers mois, sans bien entendu apercevoir le moindre manquement social... De plus, Cosco est le prototype de la vente achamée du domaine public au privé – grec ou étranger –, avec toutes les régressions imaginables pour les travailleurs et la population. Ce brusque rappel aux réalités, qui plus est par des travailleurs sans possibilité d'organisation, est une très bonne nouvelle!

Pour ne prendre qu'un exemple, dans la plupart des départements, on comptait au moins deux quotidiens d'information et plusieurs hebdomadaires. Aujourd'hui, il est rare qu'un seul journal – propriété d'un grand groupe – n'ait pas le monopole de l'information locale. Or, avec les journaux télévisés, la presse quotidienne régionale (PQR) constitue un des principaux vecteurs d'information, notamment dans les classes populaires.

Tour des propriétaires...

Dans la presse magazine, quatre groupes dominent le marché : Hachette Filipacchi Médias (propriété de Lagardère et qui constitue le 1^{er} éditeur mondial de magazines, avec notamment en France *Elle*, *Paris-Match*, *Journal du dimanche*, etc.), Prisma Média (filiale de la multinationale allemande Bertelsmann, et qui possède *Géo*, *Capital*, *Gala*, *Femme-actuelle*, etc.), Mondadori France (filiale du groupe italien Mondadori qui a racheté EMAP en 2006, et qui possède notamment *Auto Plus*, *Science et Vie*, etc.), et à un degré moindre le groupe Bayard Presse (qui possède notamment des magazines éducatifs). Dans la presse hebdomadaire, on trouve le plus gros groupe de presse belge Roularta Media Group (qui possède *L'Express*, *L'Expansion*, *L'Étudiant*, etc.), le groupe Artémis, propriété de François Pinault (qui possède *Le Point*) et le groupe Perdiel (qui possède *Le Nouvel Obs*, *Rue89*, *Sciences et Avenir* et *Challenges*). Dans la presse quotidienne, le paysage est un peu plus diversifié. On retrouve le groupe Hersant Médias (très présent dans la presse quotidienne régionale), le groupe Amaury (avec *L'Équipe* et *Le Parisien*, mais le groupe Lagardère

Une industrie capitaliste sous perfusion d'aides publiques

Depuis une trentaine d'années se sont opérées une concentration et une financiarisation des médias, qui se trouvent de plus en plus soumis à des logiques de rentabilité maximale et intégrés à de grands groupes industriels et financiers. Ces transformations menacent la presse non seulement en termes d'indépendance mais aussi de pluralisme.



possède 25% du capital du groupe Amaury), Dassault Medias (*Le Figaro*), le groupe Le Monde (contrôlé par Berger, Pigasse et Niel, le patron de Free, il comprend *Le Monde* mais aussi *Télérama*, *le Courrier international* ou *le Monde Diplomatique*), le groupe Sipa-Ouest-France (qui possède plusieurs journaux régionaux mais aussi le journal gratuit *20 minutes*), on retrouve le groupe Bolloré (qui possède

Direct-Matin), le groupe Bayard Presse (qui contrôle *La Croix*) et enfin la holding de Rothschild (qui contrôle *Libération* en collaboration avec l'homme d'affaires Bruno Ledoux). Enfin, le Crédit Mutuel possède aujourd'hui, grâce au contrôle du groupe EBRA, le premier groupe de presse régionale. Concernant la radio, 4 groupes se partagent le marché : là encore le groupe Lagardère (avec Europe 1,

RFM et Virgin Radio), de nouveau le groupe Bertelsmann (qui possède le groupe RTL, c'est-à-dire les chaînes RTL, RTL2 et Fun Radio), NRJ Group (qui possède non seulement NRJ mais Nostalgie, Rires et chansons, etc.), et puis enfin Radio-France (entreprise publique qui rassemble notamment France Inter, France Info, France Culture ou Le Mouv' par exemple). Quant à la télévision, on compte à peine 4 grands acteurs : le groupe TF1 possédé par Bouygues (qui comprend TF1 mais aussi TMC, LCI, NT1, Eurosport, etc.), le groupe Bertelsmann (qui possède M6, W9, etc.), le groupe Canal+ (filiale de Vivendi, et qui possède – outre la chaîne Canal+ – les chaînes Itélé, Sport+, Jimmy, etc.), et enfin le groupe public France Télévisions (France 2, France 3, France 4, France 5 et France O).

L'État aux petits soins... de certains

Une vingtaine de groupes privés et publics contrôlent donc l'essentiel des grands médias en France. Parmi eux, Bertelsmann et Lagardère apparaissent ultra-dominants. Il faut aussi rappeler que Lagardère est propriétaire du groupe Hachette-Livre qui contrôle une grande partie du secteur de

la distribution (magasins Relay ou Relay H) et de l'édition (Armand Colin, Fayard, Stock, etc.). Mais cette industrie capitaliste a pour particularité d'être l'objet des plus grands soins de la part de l'État sous formes d'« aides à la presse ». Les principes de cette distribution de subventions publiques demeurent particulièrement obscures : comment expliquer en effet qu'en 2012, un journal comme *le Monde diplomatique* touchait 36 fois moins d'aides de la part de l'État que *Télé 7 jours* (mais aussi moins que *Closer*, *Le Journal de Mickey* ou *Prions en église*) ? À l'inverse, les journaux appartenant à de grands propriétaires capitalistes ou des magazines comme *L'Express*, *Le Point* ou *Valeurs actuelles*, qui multiplient « unes » et « dossiers spéciaux » sur les chômeurs « assistés » ou les fonctionnaires « privilégiés », ont raflé la mise étatique. *Le Figaro* et *Le Monde* ont ainsi récolté plus de 16 millions d'euros chacun en 2013. Ce système ne fait que révéler la double dépendance de la presse aux pouvoirs économique et politique, et la nécessité – pour que « liberté de la presse » et « droit à l'information » ne soient pas de vains mots – d'une appropriation démocratique des médias.

Tran les m

L'URGENCE

D'UN COM

DÉMOCRA

La grève récente que la presse es l'actualité ou un pourraient s'emparer co constituent non seulem idéologique dont il faut importe de revenir à la politiques permettant d révolutionnaire de la so d'information, de comm

Dossier réalisé par Ugo Pal

La désinformation en action

Non, « les médias » ne sont pas de purs organes de désinformation et « les journalistes » ne sont pas tous des menteurs. Critiquer les médias, c'est avant tout aller au-delà d'un rejet global « du » discours médiatique et analyser les travers et les biais de l'information telle qu'elle nous est fournie. C'est le meilleur moyen de lutter contre la malinformation et la désinformation.

Médias et mobilisations sociales

La récente grève à la SNCF a été un modèle du genre en termes de traitement médiatique des mobilisations sociales, marqué par un privilège accordé au point de vue des autorités et à tout ce qui le légitime, au détriment des personnes mobilisées : pas une plage d'information, pas une édition papier sans que n'ait été fourni un point sur les « perturbations », sans que n'aient été évoqués la « galère » et le « ras-le-bol » des voyageurs, ou sans qu'un responsable politique, un « expert » ou un éditorialiste n'ait été invité pour dire son incompréhension et sa condamnation du mouvement¹. Sur ces points, la plupart des médias ont fourni un travail exemplaire. Mais pour ce qui est de rendre compte du contenu de la réforme et des raisons pour lesquelles les cheminots s'y sont opposés, et à fortiori de donner la parole, dans des conditions acceptables, aux grévistes ou aux syndicalistes qui les représentent, tout s'est passé comme si nos preux journalistes s'étaient eux aussi... mis en grève ! Et l'essentiel du public a ignoré ce que contenait le projet gouvernemental,

ce qui posait problème aux cheminots dans cette réforme, la nature de leurs revendications, et l'avenir que réservent au service public de transport ferroviaire la passion bruxelloise pour la concurrence, et celle de nos élites politico-médiatiques pour « la réforme »...

Médias et « insécurité »

Le thème de l'insécurité se prête lui aussi facilement aux pratiques journalistiques les plus douteuses, de la surenchère rhétorique au bidonnage pur et simple, en passant par l'usage de statistiques plus que contestables². L'exploitation racoleuse de faits divers tragiques hissée au premier rang de l'information nationale est une manifestation quasi quotidienne de ces dérives. Dans le même temps, le discours médiatique réduit généralement « l'insécurité » aux atteintes directes aux biens personnels et aux personnes privées. S'ils dramatisent à l'envi les comportements illégaux ou déviants des classes populaires, les médias font preuve d'une tolérance sélective en minimisant les dommages sociaux produits par la délinquance économique ou financière caractéristique des classes

aisées. À quelques exceptions près, on passe sous silence la grande variété des formes d'insécurité, à commencer par l'insécurité professionnelle et salariale. En dépit de leur variété, la plupart des médias produisent ainsi une représentation partielle et superficielle, voire trompeuse, des causes et des formes de l'insécurité. Si bien que la focalisation sur l'insécurité sert volontiers d'écran à la question sociale.

Médias et questions internationales

Le traitement médiatique dominant des questions internationales, et notamment des conflits (armés ou non), est quant à lui marqué par une méconnaissance (ou un sous-traitement) de la complexité des enjeux et par une adhésion, consciente ou non, au point de vue de « la France » ou, plus généralement, des pays occidentaux. La couverture de l'offensive israélienne contre Gaza est, à ce titre, symptomatique³ : à force de vouloir simplifier à outrance, on gomme les causes profondes du conflit et on fournit, à l'arrivée, une information qui n'en est pas une et qui n'offre aucune clé de compréhension au lecteur,

au téléspectateur ou à l'auditeur. Le bruit médiatique général donne en réalité à lire, à entendre ou à voir une « guerre sans fin », au sein de laquelle les torts seraient partagés, les populations civiles victimes des mêmes politiques, et les « extrémistes » responsables de tous les maux. Le déséquilibre des forces et des légitimités est largement étouffé au nom d'une prétendue « neutralité » se manifestant par la revendication d'un traitement « équilibré » qui, dans une situation telle que celle du conflit opposant Israël aux Palestiniens, conduit à un accompagnement, voire une légitimation du récit israélien. Toutes ces pratiques ne peuvent évidemment pas être attribuées à la mauvaise volonté ou à la mauvaise foi des journalistes et doivent être comprises en questionnant les conditions de production et de diffusion de l'information.

1 – D'après Blaise Magnin et Henri Maler, « Grève à la SNCF : déraillements médiatiques », 19 juin 2014, www.acrimed.org
2 – D'après Acrimed, « Les pyromanes de l'insécurité », www.acrimed.org
3 – D'après Julien Salingue, « Offensive israélienne contre Gaza : les partis pris du traitement médiatique », 18 juillet 2014, www.acrimed.org

Les principales c de la désinforma

Désinformation et malinformation ne sont pas le simple pr ou d'une mauvaise foi généralisées chez les journalistes. I fournissent en effet un travail de qualité, et ce dans des m presse écrite et radio), et pour comprendre les biais et trav par ailleurs dans ce dossier, il est indispensable de s'arrê les conditions de production et de diffusion de l'informa

Course à la rentabilité

Dans les médias comme ailleurs, les logiques de concurrence et de quête de rentabilité font de nombreux dégâts, et permettent d'expliquer en partie la dégradation de la qualité de l'information. Les grands groupes privés qui possèdent la plupart des médias de grande audience, mais aussi le service public, également soumis aux logiques de rentabilité, ne sont pas des mécènes et cherchent à rentabiliser leurs investissements. Un exemple parmi d'autres : l'information internationale. Si l'on souhaite qu'elle soit de qualité, elle nécessite un solide budget : billets d'avion, frais de reportage, etc. La tendance est donc à un suivi au coup par coup, lorsque l'actualité est particulièrement « brûlante », a fortiori lorsque l'on sait que le coût d'un correspondant permanent

est relativement élevé (TF1 n'a plus que trois bureaux à l'étranger...). On privilégie donc les « envoyés spéciaux » qui, en général, connaissent peu ou mal le pays dans lequel ils sont soudain envoyés, et la qualité de l'information s'en ressent. La dépendance des médias à l'égard des annonceurs permet elle aussi de comprendre certains phénomènes de malinformation. Publiera-t-on un reportage ou un article mettant en cause l'un des principaux annonceurs et donc source de revenu du média ? Parlera-t-on, dans son quotidien, des risques nucléaires, lorsqu'ERDF vous paie des pages entières de publicité ? Évoquera-t-on, dans son JT, certains scandales sanitaires lorsque tel ou tel membre du lobby de l'agro-alimentaire vous finance grâce aux écrans de publicité ? Poser la question, c'est y répondre...

Transformer les médias

E
BAT
TIQUE



des cheminots a rappelé à qui l'aurait oublié est très loin de constituer un témoin neutre de l'instrument dont les militants anticapitalistes comme bon leur semble. Les médias dominants sont une industrie capitaliste mais un verrou sans relâche faire la critique radicale. Pour cela, il faut creuser la racine du problème, et avancer des propositions alternatives – dans le cadre d'une transformation sociale – l'appropriation sociale des moyens de communication, de création et de diffusion culturelle.

Theta et Julien Salingue

Causes de la dégradation

Produit d'une incompetence croissante. Nombre de ces derniers médias divers (notamment les médias numériques évoqués) souffrent sur leur principale cause: la précarité.

Précarité des journalistes
Ces logiques comptables ont également, comme dans toutes les entreprises soucieuses d'une «bonne gestion», des répercussions sur les conditions de travail des journalistes, de plus en plus soumis, comme le reste du salariat, à la précarité. Pour nombre de jeunes journalistes, la perspective d'un CDI semble aujourd'hui relever du rêve inatteignable, et on multiplie les contrats précaires, souvent mal payés, où l'on passe d'un service à un autre, d'un titre à un autre, où l'on est contraint d'écrire des articles à la chaîne, etc. Conséquence: une qualité dégradée, une tendance, notamment sur les sites web, à reprendre en les remaniant à peine des dépêches d'agences, des erreurs ou des approximations qui ne sont pas tant le fait du journaliste que d'une rédaction qui lui demande

de «bricoler» en quelques heures un article sur un sujet qu'il ne maîtrise pas... Ce sont en réalité des milliers de «petites mains» qui produisent l'information aujourd'hui dans des conditions de plus en plus désastreuses, et il n'est dès lors guère surprenant que cette information soit de moins en moins bonne qualité.

Pouvoir hiérarchique dans les rédactions

A fortiori lorsque ces petites mains sont soumises aux humeurs et aux volontés d'une direction qui adopte des postures éditoriales

et des méthodes de «management» davantage en phase avec les préoccupations politiques et économiques des actionnaires qu'avec la rigueur et l'honnêteté journalistiques. Laurent Joffrin, Nicolas Demorand, Franz-Olivier Giesbert... la liste est longue de ces autocrates familiers des dîners en ville avec les hautes sphères politiques et économiques, qui multiplient les interventions intempestives sur les plateaux télé et les radios, tout en développant la précarisation des salariés et en essayant de faire taire les récalcitrants.



Pour l'appropriation démocratique des médias

Parfois négligé par les anticapitalistes, le combat pour une transformation radicale des médias et la démocratisation de l'espace public s'avère pourtant décisif. Les exemples ne manquent pas, en effet, pour nous rappeler à quel point, dans une société où sévit la dictature du capital, les médias dominants constituent un verrou idéologique, se tenant généralement du côté des puissants, contribuant à rendre acceptable l'ordre capitaliste et légitimant les rapports de domination (impérialiste, raciste et sexiste).

Répression des mouvements sociaux, guerres impérialistes, violences policières dans les quartiers populaires, destruction de la planète, politiques imposées aux peuples du Sud: le traitement médiatique n'en finit pas de justifier l'injustifiable, stigmatisant les luttes de celles et ceux qui ne se résignent pas au monde tel qu'il va. Si la soumission des médias aux pouvoirs économique et politique n'explique évidemment pas à elle seule tous les reculs démocratiques, sociaux et environnementaux que nous subissons, elle contribue sans contester à en faciliter l'imposition en les légitimant et en occultant les alternatives.

Poser les bonnes questions...

Pour combattre cette domestication capitaliste des médias, qui appauvrit et biaise l'information, réduit à peau de chagrin le débat démocratique et promeut une culture aussi mercantile qu'uniformisée, il ne suffit pas d'invoquer la liberté de la presse. En régime capitaliste, celle-ci se ramène à la liberté des capitalistes de déposer des travailleurs des médias et citoyens des moyens d'information et de communication. De même, on ne peut se contenter d'une posture moralisante consistant à rappeler les journalistes à une éthique professionnelle qu'ils choisiraient volontairement de ne pas respecter. Si l'on veut avoir prise sur les enjeux démocratiques associés à la question de la presse, il est crucial de poser non seulement la question de la propriété des médias mais aussi des rapports de pouvoir et des conditions de travail en leur sein. Qui possède les médias et en tire profit, financièrement et idéologiquement?



Qui décide au quotidien et qui contrôle les processus de production des contenus médiatiques (qu'il s'agisse d'information, de divertissement, de culture, etc.)? Dans quelles conditions concrètes les travailleurs des médias sont-ils amenés à exercer leurs métiers?

Démocratiser la presse, vraiment!

Ces questions simples livrent des pistes programmatiques pour les anticapitalistes. Libérer les médias de l'emprise du capital suppose ainsi de retirer aux capitalistes le contrôle des médias: quelle légitimité peuvent bien avoir les Dassault, Bouygues, Arnaud, Boloré ou Lagardère à posséder un ou plusieurs médias¹? Mais une telle transformation implique également d'émanciper les médias des dictats de l'audience immédiate, de faire des entreprises de presse de véritables espaces démocratiques, libérés non seulement de la domination des chefs – grands ou petits – qui décident à la place des principaux concernés et au nom des propriétaires, mais aussi d'en finir avec la précarité et l'urgence qui empêchent les journalistes de faire leur travail dans de bonnes conditions.

En outre, il s'agirait d'inventer les voies d'une appropriation démocratique et populaire des moyens d'information, de communication, de création et de diffusion culturelle. La question des médias est un enjeu trop décisif pour l'ensemble de la société pour que les citoyens ordinaires, les travailleurs d'autres secteurs ou les acteurs de la production culturelle par exemple, n'aient pas voix au chapitre. Il serait ainsi important d'accorder de droit aux structures collectives – associations, syndicats, partis – la possibilité régulière et les moyens matériels de s'exprimer publiquement, de faire connaître leurs positions et ainsi de participer réellement à la vie démocratique.

La société à laquelle nous aspirons doit être mille fois plus démocratique, libre et transparente que la société capitaliste. On ne saurait

donc concevoir, même au nom d'oppositions politiques radicales, que la presse soit muselée, les intellectuels poursuivis pour leurs prises de position, la création culturelle contrôlée par l'État ou les citoyens privés du droit de s'informer librement. Le socialisme démocratique pour lequel se bat le NPA suppose donc que soient créées les conditions d'une information variée, de qualité et indépendante des pouvoirs, mais aussi que le pluralisme politique, idéologique et culturel soit beaucoup plus étendu qu'en régime capitaliste.

¹ – Le patron de Free, Xavier Niel, a affirmé cyniquement: «Quand les journalistes m'emmerdent, je prends une participation dans leur canard et ensuite ils me foutent la paix».



L'association Acrimed (Action-Critique-Médias) réalise un travail quotidien de critique des grands médias, sur son site et dans son magazine trimestriel *Médiacritique(s)*, popularisant également un ensemble de propositions radicales sur la question. Or Acrimed connaît actuellement des difficultés financières et organise une souscription pour récolter 40 000 euros. Le NPA soutient évidemment le travail d'Acrimed et appelle ses lecteurs et lectrices à aider financièrement l'association pour qu'elle puisse continuer et développer son travail critique absolument nécessaire.

Pour participer à la souscription: www.acrimed.org

FRALIB (13) Victoire! Et maintenant?

Le 4 juillet, les salariéEs de Fralib fêtaient avec 800 personnes leur victoire dans leur usine de Gémenos (13), après 1336 jours de lutte. Près de 4 années.

En septembre 2009, la multinationale Unilever annonçait la fermeture de cette usine de 180 salariéEs, pour fabriquer le même thé en Pologne. La lutte commence pour que cette usine continue à vivre, pour préserver les emplois directs et indirects. Là commence une bataille, que beaucoup considéraient comme perdue d'avance, contre la fermeture puis pour la reprise sous forme d'une Scop. Les salariéEs, entraînés par une équipe militante déterminée et boulimique d'initiatives de lutte, vont résister. Occupations d'usine, manifestations à Marseille, appel au boycott de la marque, déplacements de délégation dans d'autres lieux de luttes... les « fralibiens » sont partout ou quasiment. La bataille est aussi menée juridiquement, les plans de licenciements sont dénoncés et annulés. Les pouvoirs publics, les élus sont amenés à prendre position, à se solidariser des salariéEs. La perspective d'une reprise de l'usine par ces derniers est popularisée au travers des nombreuses initiatives. Le bras de fer va durer plusieurs années. Certains n'y croyant pas ou plus acceptent d'être licenciés. 70 salariéEs tiendront, soutenus par les réseaux syndicalistes (notamment la CGT), associatifs ou politiques. Les « fralibiens » ne se contentent pas d'être soutenus, ils soutiennent aussi et participent aux actions d'Arcelor, Goodyear, PSA et Ford.

Une nouvelle bataille

Ils tiennent si bien qu'ils finissent par gagner. Unilever lâche prise : la Scop est créée, les machines sont données, les 14 élus CE seront payés par Unilever jusqu'à fin 2014 pour assurer la transition, des millions d'euros seront mis à disposition pour relancer la production et assurer les modernisations nécessaires. Il s'agit donc d'une nouvelle bataille. Mettre en place une Scop véritablement militante. Ils ont tout à faire, tout à discuter : quoi et comment produire. Ils veulent une production à l'ancienne, de qualité, naturelle, avec des produits de proximité, issu de l'agriculture écologique. Et puis il y a tout le reste : la mise en place collective de l'organisation du travail, qui fait quoi, comment ? Un principe déjà acquis : pas de sous-traitance, tous les salariéEs seront sous le même statut de la Scop.

Un boulot énorme mais enthousiasmant. Certes, le capitalisme n'est pas tombé, la Scop restera dans un milieu économique hostile et l'avenir sera certainement compliqué. Mais c'est l'aboutissement d'une longue bataille. Une victoire qui fait du bien car la lutte paye. Maintenant il faut que cette expérience profite à tous, qu'elle soit partagée, racontée, transmise. À suivre de près.

Philippe Poutou

POSTIER-E-S DU 92 Les grévistes ont gagné

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits de la déclaration faite par l'Assemblée générale des postiers grévistes des Haut-de-Seine, dont le conflit vient de se terminer de façon victorieuse.

Après avoir infligé une défaite à La Poste par la grève, nous continuons le combat

Avec une durée de 173 jours, nous venons de mener le conflit le plus long de l'histoire de La Poste, et malgré toutes les difficultés, nous sommes fiers de dire que nous avons infligé une défaite à La Poste. (...) La grève est partie de Rueil-Malmaison pour exiger le renouvellement d'un collègue en contrat d'insertion que La Poste avait honteusement mis à la porte après l'avoir exploitée pendant des mois. Nous avons au final gagné la titularisation de 3 de nos collègues précaires. La grève s'est étendue sur La Garenne-Colombes, Bois-Colombes, Courbevoie, Gennevilliers contre les suppressions d'emplois. (...)

Le taux de grève ultra-majoritaire qu'a connu La Garenne-Colombes/Bois-Colombes pendant plusieurs mois a permis la réduction de moitié du nombre de suppressions d'emplois initialement prévu, ainsi que la non-intégration de la partie sécable au casier. Les conditions de travail et de rémunération des rouleurs sont améliorées, à Courbevoie à La Garenne-Colombes/Bois-Colombes et au Centre de Tri et d'Entraide Départemental (CTED). Des reports de restructurations de 8 à 12 mois ont été obtenus sur l'ensemble de ces centres. De report en report, les grèves menées ces dernières années dans notre département ont permis d'empêcher la mise en place de restructurations à un rythme effréné. (...) Et Rueil-Malmaison n'a pas subi de suppressions de tournées depuis plus de 15 ans ! Aujourd'hui, nous avons conscience qu'il ne suffit plus de résister. Ne serait-ce que pendant notre conflit, des grèves reconductibles se sont déclenchées dans plusieurs régions. La colère existe mais elle s'exprime de manière dispersée. La multiplication des grèves postales ces derniers mois prouve qu'il existe une disponibilité à l'action collective



Les postierEs dans la rue le 19 juin. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILU

de la part d'une partie significative des postiers. Dans le cours de ce conflit, nous avons cherché à notre échelle à faire en sorte que cette colère latente puisse déboucher sur une action qui fédère plusieurs bureaux, plusieurs métiers et même plusieurs départements : grèves communes avec les guichetières de Rueil Jaurès, grève reconductible conjointe avec la PFC de Gennevilliers, interventions en direction des bureaux de distribution parisiens, du 91, du Cher, de Corse. C'est en additionnant les revendications, en agrégeant les forces que la voix des postiers peut se faire entendre. Gel de salaires, suppressions d'emplois, précarité : ce que nous vivons dans notre entreprise entre en résonance avec ce que vivent beaucoup d'autres, et ce sont les mêmes qui nous font subir cette politique d'austérité, à savoir le patronat et le gouvernement qui s'est mis à son service. C'est pourquoi nous nous sommes tournés vers les autres secteurs en lutte : autour de la question de la précarité, nous avons mené plusieurs actions communes avec les intermittents et précaires, et cette alliance imprévue nous a permis de sortir de

l'isolement et nous a aidés à faire reculer la direction. Cortèges de lutte intersyndicaux et interprofessionnels avec les cheminots, blocage de centres postaux avec les intermittents, actions de popularisation de la grève par des usagers en colère... Cela rompt avec le rituel des manifs purement symboliques et des logiques de repli du « chacun dans son cortège syndical ». À l'inverse de simples actions de témoignages, le point commun des différentes grèves postales qui se sont coordonnées ces dernières semaines, c'est que l'objectif des grévistes était de gagner, sur la question de l'emploi ou sur des projets qui dégradent radicalement les conditions de travail des agents. Et la direction ne s'y est pas trompée, elle a à chaque fois adopté la même attitude face aux grévistes : tenter de les écraser et laisser pourrir les conflits. C'est bien parce que nous avons mené cette politique de convergence des postiers, de convergence des secteurs en bagarre que la direction a mis si longtemps à s'asseoir à la table des négociations et qu'elle a fait preuve d'un acharnement répressif sans précédent : procédures de licenciements, convocations au commissariat, gardes-à-vue, paies à zéro, ordonnances interdisant aux grévistes de se rendre dans les centres... La direction a un problème : l'équipe militante qu'elle avait face à elle avant ce conflit

est toujours là, elle est même en passe de se renforcer. Nous serons présents dès cet été et à la rentrée dans les mobilisations contre la répression dans le 92 et ailleurs. Même si la direction n'est pas parvenue à nous éradiquer, comme elle se l'était initialement fixé, le combat pour empêcher licenciements et révocations est pour l'essentiel devant nous. (...)

Il y aura un avant et un après cette grève. Il sera nécessaire de tirer les bilans du rôle des organisations syndicales à La Poste, de discuter de quelles priorités se donner pour faire face à la politique d'attaque systématique contre les droits des postiers de la part de la direction. La reprise du travail aujourd'hui suite à la satisfaction de nos principales revendications ne veut pas dire l'arrêt de la lutte. (...) Nous nous investirons pleinement dans le débat sur le rôle des syndicats comme outils que doivent se réapproprier les travailleurs, pour faire gagner les luttes. Cela passera inévitablement par un renforcement des syndicats. (...) Nous maintiendrons les liens tissés avec les autres postiers et les autres secteurs en lutte, en particulier avec les intermittents, précaires et chômeurs, que nous saluons chaleureusement et à qui nous souhaitons de gagner face au gouvernement. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour les y aider.

Courbevoie, le 18 juillet 2014

MORY DUCROS Justice pour les salariés!

Le 11 juillet dernier, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (95), saisi par plusieurs centaines d'ex-salariéEs et la CGT, a annulé l'homologation par l'administration du travail du plan social diligenté par Mory Ducros. Ce plan avait entraîné le licenciement en mars de 2 800 personnes sur 5 000, ainsi que la fermeture de 30 agences sur 85.

La liquidation de l'entreprise en février dernier avait donné lieu à une grève de plusieurs jours visant à réduire le nombre de licenciements et à arracher une indemnité supra-légale digne de ce nom. Une grève sabordée par le gouvernement et le syndicat majoritaire, la CFDT, qui n'avait pas hésité à démander son délégué syndical pour apporter sa signature à l'accord de reprise de l'entreprise. L'annulation par la justice administrative est fondée sur l'absence de respect des

critères d'ordre de licenciement pour motif économique : elle ouvre le droit, à défaut de réintégration, à la contestation de ces derniers devant les Prud'hommes, avec une indemnisation d'au minimum six mois de salaire par salariéE.

Une première étape

L'administrateur judiciaire a annoncé interjeter appel et pourrait être rejoint par la Direccte. L'AGS, qui a déjà pris en charge le versement des soldes de tout compte à hauteur de plusieurs millions



DR

d'euros, compte également faire entendre sa cause devant le conseil des prud'hommes. Un des avocats des travailleurs projette de saisir le TGI pour que soit reconnue la responsabilité des actionnaires de l'époque, qui auraient ourdi la liquidation

pour mieux reprendre le contrôle de l'entreprise par la suite et faire payer les pots cassés à la collectivité... Plus scandaleux encore, de nombreux licenciéEs travaillent désormais pour Mory Global, la nouvelle société, comme sous-traitants ou intérimaires ! Et ces milliers de licenciements auraient pu être combattus plus efficacement sans l'application de la loi scélérate dite de sécurisation de l'emploi. C'est la convergence des luttes qui permettra son abrogation.

LD

CODE DU TRAVAIL

Vers la démolition?

Rien n'est trop beau pour les patrons : Manuel Valls, non content d'avoir annoncé le report du compte pénibilité, a déclaré, dans Les Échos du 1^{er} juillet dernier, à l'intention des partenaires dits sociaux : « Je vais aussi leur demander d'engager des discussions sur les simplifications possibles du Code du travail, avec toujours la volonté de rendre le fonctionnement de l'économie plus souple, plus efficace. » Les salariéEs qui, par leur travail, font tourner l'économie sont prévenus !

Recodifié sous Chirac, passé à l'acide sous Sarkozy et bientôt réduit en miettes sous Hollande ? Ce qui est sûr, c'est que le travail de démolition du Code du travail, texte essentiel qui régit au quotidien les relations individuelles et collectives entre des millions de salariéEs

et leurs employeurs, se poursuit sans coup férir depuis 2012, et ce au nom de l'allègement des contraintes qui pèseraient sur les entreprises, supposé doper l'emploi (les derniers chiffres du chômage sont là pour rappeler tout le bien-fondé d'un tel choix). Chaque mot y est pesé : entre un

FLASHBALL Protégeons-nous, désarmons la police!

Ils s'appellent Jiade, Pierre, Joan, Samir, Clément, Nordine, Joachim, Geoffrey ou Florent. Ils ont entre 14 et 35 ans, et font partie de la longue liste des victimes des violences policières ces dix dernières années. Leur seul tort? Avoir manifesté ou être passé à côté d'une manifestation ou simplement avoir été contrôlés dans la rue. Certains ont perdu un œil, tous ont été gravement blessés par un tir de flashball.

A lors est-ce que ce sera l'occasion de faire le procès du flashball? Trois policiers viennent d'être renvoyés en correctionnelle au tribunal de Bobigny pour avoir blessé 6 personnes au flashball il y a 5 ans à Montreuil, crevant notamment l'œil de Jérôme Gatti. Depuis sa généralisation il y a 10 ans, le flashball a blessé très gravement au moins 26 personnes (décompte de *Mediapart*), dont treize ont perdu un œil. Mostapha Ziani est mort à Marseille suite à un tir au thorax. Trois jeunes manifestants ont encore été touchés à l'œil lors de la manifestation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en février dernier à Nantes. L'un d'eux a perdu définitivement son œil.

Tous ces cas s'inscrivent dans le registre des violences policières avec toutes leurs caractéristiques, tentatives de criminaliser les victimes, lenteur des procédures dès que des flics sont en cause et généralement impunité. Un seul policier a été condamné, à du sursis seulement, et il est toujours en fonction. À Bondy en 2009, un policier tire sur un jeune à bout portant en plein cœur lors d'un contrôle d'identité. Le jeune est embarqué au commissariat pour rébellion. C'est là que les policiers constatent la plaie saignante au cœur. La plainte sera classée sans suite par le procureur de Bobigny pour «*infraction insuffisamment caractérisée*». En ce qui concerne les manifestations, la justice se retranche généralement sur le fait que le tireur n'est pas identifié... par la police.

L'arme de la peur

Ces cas ne sont pas des dommages collatéraux. Les armes dites «*non létales*» ne sont pas des bulles de savon. Ce sont... des armes qui, par définition, sont faites pour blesser comme les armes létales sont faites pour tuer. Les différents types de flashballs ont été utilisés près de 3 000 fois en 2012 selon un rapport du Défenseur des droits. Les cas recensés par *Mediapart* ne concernent que les cas de blessures très graves qui ont donné lieu à des plaintes. Pour un œil crevé, combien de lésions aux membres, au dos ou au crâne?

Les armes non létales ont été généralisées sous le prétexte qu'elles permettraient de limiter l'usage d'armes à feu et donc le risque de tuer. Mais l'utilisation du flashball comme celle du taser n'ont en rien réduit le nombre de crimes policiers ces dernières années, dont

la majorité ne sont pas dus à l'utilisation d'armes à feu. Elles ont par contre permis de lever le tabou de l'utilisation des armes, ce qui rend l'avenir encore plus dangereux. Car pour le pouvoir leur but est ailleurs. Ces armes sont un des outils (aux côtés des moyens de surveillance et des techniques de répression) pour développer le contrôle et la peur, peur de manifester et peur d'occuper la ville. C'est donc à deux titres que nous devons lutter pour désarmer la police. Pour protéger notre intégrité physique, celle de nos amiEs, de nos voisinEs, de nos camarades. Mais aussi pour défendre notre capacité à défendre une autre ville, une autre vie.

Denis Godard



Manifestation contre les bavures policières à Montreuil le 13 juillet 2009. DR

AMIANTE La justice en procès

Nouvelle déception en ce début juillet, pour toutes celles et ceux qui se battent depuis des années pour que, comme en Italie, se tienne enfin un procès des responsables au plus haut niveau du scandale sanitaire de l'amiante...

Neuuf personnes, mises en examen dans le cadre de la procédure liée à la mise en danger d'autrui dans les Universités de Paris VI, Paris VII et IGP, ont vu celle-ci levée et ont été placées sous le statut de témoins assistés. Martine Aubry, ancienne ministre du Travail, avait déjà vu sa mise en examen annulée fin juin 2014 dans le cadre de l'instruction sur l'exposition à l'amiante des salariés de l'usine Ferodo-Valeo de Condé-sur-Noireau, dans le Calvados, où ont été reconnues plus de 300 maladies professionnelles.

Qui sont les responsables?

Dans le cas de Jussieu, où 160 cas de maladie professionnelle ont été reconnus, l'ancienne juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

avait décidé d'élargir ses investigations à la recherche d'éventuelles responsabilités et mis en examen pour «*mise en danger d'autrui*» les universités du site de Jussieu. Elle avait également mis en examen pour «*homicides et blessures involontaires*» plusieurs hauts fonctionnaires et responsables industriels, pour leur implication dans le Comité permanent amiante, principal responsable du scandaleux lobbying qui a

conduit à «*l'usage contrôlé*» de l'amiante... tout en retardant l'interdiction. Ainsi alors que les milliers de salariéEs exposés à l'amiante ou leur proches doivent batailler des années pour faire reconnaître le caractère professionnel de la maladie et la responsabilité des employeurs et des pouvoirs publics, les responsables risquent encore d'échapper à leurs responsabilités.

Robert Pelletier

article qui permet et un qui oblige, on passe du conditionnel à l'impératif. Le diable est dans les détails: ainsi, une ordonnance récente met fin à l'obligation de procéder à un certain nombre d'affichages, dont celui relatif à l'organisation des élections professionnelles, l'entrepreneur pouvant dorénavant informer son personnel «*par tout moyen permettant de conférer une date certaine*». Plus pernicieux, un grand nombre de documents ne seront plus transmis d'office à l'Inspection du travail mais seulement remis à sa demande: terminée la logique d'opportunité qui pouvait donner lieu à un rappel à l'ordre, voir à un contrôle de la société.

La loi versus le contrat

Finie aussi la refondation sociale, stratégie initiée par le Medef en 2000, là aussi sous un gouvernement dit de gauche et en réponse au passage aux 35 heures, par laquelle ce

dernier voulait réduire au minimum l'intervention de l'État dans la sphère sociale. Avec un pouvoir encore plus conciliant que sous la droite, il lui suffit désormais de donner de la voix pour être exaucé! Il faut lire Pierre Gattaz, réagissant aux derniers vœux présidentiels, pour réaliser le chemin parcouru: «*Aujourd'hui, le terreau France est peuplé de ronces et de pierres. Les pierres, ce sont les impôts et les charges; les ronces, c'est la complexité de la réglementation*». Le vote du Pacte de responsabilité a levé les rocs, reste à débroussailler en pouvant compter, in fine, sur l'appui du pouvoir en place, car les syndicats réformistes, CFDT en tête, échaudés par le fait de voir leurs maigres avancées payées au prix fort foulées du pied, ont juré qu'on ne les y reprendrait plus.

Ainsi, le ministère du Travail va demander au Parlement de sécuriser davantage le régime des 24 heures minimum pour le

temps partiel, issu de la loi dite de sécurisation de l'emploi: concrètement, il sera quasi-impossible au salarié ayant accepté de déroger à la dite durée de réclamer, par la suite, que cette possibilité lui soit de nouveau offerte... Malmenée davantage la hiérarchie des normes pour laisser la place à l'accord, lui-même remis en cause une fois signé, voilà le marché de dupes du patronat! «*L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer*» écrivait Bourdieu: après l'interview de Hollande le 14 juillet dernier, ce sont les seuils sociaux et le repos dominical qui sont dans leur ligne de mire. Il est temps que se constitue – à commencer entre les centrales qui ont boycotté tout ou partie de la conférence prétendument sociale – un front politico-social à même de les faire trébucher.

LD

NANCY (54) On célèbre l'Internationale



DR

Émancipation des travailleurs... Pour fêter les 150 ans de la Première Internationale, une rencontre a eu lieu du 13 au 15 juin à Nancy, au cœur des grèves cheminotes dans une défiance profonde envers le Parti socialiste. Priorité à la grève!

«**J**ésus ne pouvait pas, c'est Marx qui est venu»: telle est la dernière réplique de la farce de la compagnie L'Autre scène, adaptée de la pièce d'Howard Zinn, une farce présentée à l'occasion de ces 150 ans de la Première Internationale. C'est la chorale des Sans Noms qui est à l'initiative de cette anniversaire de l'AIT, l'Association Internationale des Travailleurs dont ont fait partie Marx ou Bakounine. Manu, membre des Sans Noms, raconte: «*Ça rentre en résonance avec les débats de l'extrême gauche. L'AIT fut la première force politique dans le camp prolétarien et sans donner prise au stalinisme et aux querelles qui suivirent*». À cela s'ajoute une donnée fondamentale que l'historien Mathieu Léonard rappellera, la création des caisses de grève. L'AIT fut fondée en 1864, et trois ans plus tard, des caisses modestes soutiennent les combats d'autres secteurs. Cela dit elle restera «*Une grande âme dans un petit corps*», comme le disait Charles Rappoport.

Paroles ouvrières... et chansons!

«*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*». Qui mesure l'importance du slogan moins d'un siècle après la révolution française? Pour Mathieu Léonard, cette organisation fut d'une grande fraîcheur. «*Elle répond à une nécessité, celle des travailleurs à prendre la parole*». Le besoin de s'associer a contribué à sa fondation. «*J'ai un attachement particulier à Eugène Varlin qui fut tout le contraire d'un chef, et le modèle d'un organisateur*».

À côté d'Hubert Truxler, alias Marcel Durand, ouvrier chez Peugeot, Jean-Marc Rouillan explique aussi sa venue: «*Je maintiens mon passé vivant pour participer au futur. J'ai eu une chance dans ma vie: avoir seize ans en 68!*» La parole ouvrière fut donc au cœur de cette rencontre. Anne Mathieu organisa une table ronde sur l'histoire du syndicalisme, et si la grève lui faucha ses intervenants, elle trouva une relève conséquente avec les intermittents ou les cheminots. Hasard de l'histoire, ce furent des chorales révolutionnaires venues de Marseille, de Londres ou encore de Manheim qui chantèrent l'Internationale, avant qu'une femme, seule, impérieuse, n'entame un chant arabe de Cheik Imam, Chayed Kousourak, un hymne repris de la place Tahrir à Marrakech. Comme quoi l'Internationale passe un peu plus au Sud aujourd'hui. Elle reste ce grand mouvement de fraternité célébré souvent par la chanson, entre les hommes d'une même condition et autour d'une souffrance: le travail.

Christophe Goby



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALICE DESHAIES



Les comités en action !

Réunion publique à Avignon Un succès prometteur. Pendant le festival, mardi 15 juillet s'est tenue la réunion publique sur le thème « Art, culture et anticapitalisme » co-organisée par la commission culture du NPA et le comité local. Une trentaine de personnes y ont assisté : des militantEs et sympathisantEs du NPA, des intermittentEs et précaires en lutte (dont un camarade de la LCR belge) mais aussi des festivaliers. Un succès pour une première initiative de ce genre.

Simon, intermittent et membre du NPA, a d'abord fait un point sur la mobilisation contre la convention Unedic qui dure depuis quatre mois à l'échelle nationale. Puis, au nom de la Commission Culture, Olivier Neveux a fait un exposé sur l'art et la culture, la nécessité de sa démarchandisation qui doit et ne peut s'opérer que dans le cadre d'une rupture anticapitaliste globale.

Un débat riche et intense s'en est suivi concernant les propositions du NPA sur les questions culturelles et sur la nécessité du rapport de forces nécessaire pour les imposer. Nous avons également eu une intervention pour nous expliquer la situation des intermittentEs en Belgique, qui subissent eux aussi un recul important de leur statut voté dans le cadre d'une loi globale de chasse contre les chômeurs imposée par... le PS belge!

En conclusion, au nom du NPA, Laurent a appelé l'ensemble des participants à se joindre aux actions organisées durant tout le festival par la Coordination des intermittents et précaires, mais également à participer aux manifestations en soutien au peuple palestinien organisées tout les samedis, ainsi qu'à la chaîne humaine contre le nucléaire prévu le dimanche 27 juillet à Avignon. Sans oublier d'adhérer au NPA! Il a été convenu que cette initiative serait rééditée l'été prochain à l'occasion du prochain festival d'Avignon.

En septembre, l'Anticapitaliste ne sera plus dans les kiosques

En effet, le diffuseur Presstalis (les ex-NMPP) pratique une augmentation importante de ses tarifs. Cette recherche de rentabilité ferme ainsi la porte à toute une série de publications de presse, dont les journaux militants ou d'opinion.

Pour pouvoir lire le n°254 (qui sortira le jeudi 4 septembre) – et les suivants –, nous invitons donc nos lecteurs et lectrices habitués à acheter l'hebdomadaire en kiosque, à s'abonner (bulletin en page 12) ou à acheter le journal auprès des militantEs du NPA.

Plus qu'un journal, l'Anticapitaliste un outil pour lutter!



Les Nôtres

Ignace, hommage à tes combats

Un millier de militantEs se sont rassemblés à Fumel (47) la semaine passée pour rendre hommage à notre camarade Ignace Garay, décédé vendredi 11 juillet dans un accident de la route. Mercredi, depuis l'usine ex-Sadefa jusqu'au centre culturel pour une longue série de témoignages et le lendemain au funérarium de Lafox pour un dernier rendez-vous.



Ignace Garay. DR

Lors de l'hommage, les militantEs de la région se sont succédé, relayés par Philippe Poutou et Olivier Besancenot, pour évoquer quelques-uns de ses combats. Infatigable syndicaliste dans la fonderie de Fumel, de la lutte quotidienne à celle contre la fermeture de l'usine, jusqu'à la création de la Scop en passant par le combat contre l'amiante. Au côté des salariés en lutte de toute une région, sur une route de laquelle il allait, le jour de l'accident, d'un rendez-vous avec ceux d'UPSA à un autre avec ceux des parquets

Marty. Soutien constant de la cause basque des deux côtés de la frontière. Et de toutes les luttes. Un ouvrier capable de décortiquer un plan comptable, d'expliquer Marx mais tout aussi féru de littérature. Un internationaliste de souche et un pilier du club de rugby autogéré. Toutes et tous se sont engagés à continuer son combat.

Nous publions ici l'émouvant témoignage de son copain Jean-Jacques. Tous les autres témoignages et bien d'autres documents sont disponibles sur le site du NPA.

J'ai rencontré Ignace à la fin des années 1950. Il habitait avec ses parents dans un immeuble de la rue Lafayette à Agen, à proximité de la clinique Esquirol. Le dernier étage était occupé par le siège du PCF, le rez-de-chaussée par La Bonbonnière, un établissement que les bien-pensants appelaient une maison de plaisir – nous, on appelait ça un bordel. Donc, le jeune Ignace a débuté sa vie avec Staline sur sa tête et Madame Claude à ses pieds. Cet environnement pour le moins disparate allait, à mon sens, être déterminant pour le sens de sa vie. La suite nous le prouvera. Nos rencontres successives jusqu'à l'âge adulte se résumèrent aux nombreuses fêtes de quartier dont Agen, à cette époque, était copieusement pourvue. La rencontre déterminante se déroula en 1975 à l'occasion d'une grève des établissements Housty à Sainte-Livrade. Le syndicat CGT de l'Équipement, dont j'étais le secrétaire, avait apporté son soutien au Comité de grève créé dans l'entreprise, au grand effroi de l'UD-CGT de l'époque ainsi que du PCF. Conséquence de cette hérésie, j'ai donc reçu à mon domicile la visite d'Ignace accompagné d'Henri Thoueille et de Pétaclé. Ils étaient membres de la CGT et membres de la LCR. Personnellement, je militais à cette époque dans un cercle libertaire animé par Roger Petit. La rencontre fut à la dimension du coup de foudre amoureux : complices, nous n'allions plus nous quitter.

Ignace correspondait totalement à l'idée que je me faisais du militantisme. Un mélange qui, à la lutte des classes, intégrait à la fois l'hédonisme, l'épique et Rabelais. Ignace détestait l'austérité, l'austérité économique mais aussi, et surtout, l'austérité du comportement. Cela me convenait absolument.

Je n'oublierai jamais, vivant à cette époque une grave crise existentielle, comment Ignace, Marifé et Jacques Giralidou se sont comportés avec moi. Ils étaient mes cadets et ils ont été mes grands frères.

Ni poussé ni sollicité, j'ai adhéré à la LCR en 1984. Je n'ai pas oublié la lettre, calligraphiée à l'encre mauve, qu'Ignace m'a adressée à cette occasion.



Le cortège mercredi 16 juillet. DM

Maintenant, et pour la facilité de l'écriture, je vais paraphraser Georges Perec.

Je me souviens de l'authentique et énorme culture d'Ignace, tant politique que littéraire, cinématographique, musicale, artistique. Héritage de la tradition trotskyste et libertaire qui, au-delà de la formation politique, amenait à la culture générale.

Je me souviens qu'Ignace connaissait son Marx par cœur, mais ne négligeait pas Blondin, Audiard, Céline ou Michel Simounet.

Je me souviens d'avoir amené Ignace et Marifé, jeunes mariés, dans un périple en Galice.

Je me souviens d'une soupe délicieuse dégustée chez l'oncle de Marifé.

Je me souviens de l'injonction de Marifé à Ignace : « Enlève ton short, mets un pantalon, sois digne devant ma famille! »

Je me souviens de nos errances dans les bars de Bilbao.

Je me souviens du regard étonné de Marifé lorsque nous évoquions, après un bon repas, les personnages du quartier de La Capelette...

Je me souviens que nous évoquions, dans les mêmes circonstances, la rue Rabelais, aujourd'hui disparue...

Je me souviens de nuits à faire revivre les défuntes fêtes de quartier...

Je me souviens que nous avions recensé les trois terrains de quilles de 9 : un à La Capelette deux au Passage.

Je me souviens qu'avec Ignace, on ne parlait pas de sexe, non, on parlait simplement de cul. On se racontait

des histoires à faire pâlir Caroline Fourest et Clémentine Autain, et ça, ça nous faisait encore plus rire. Je me souviens qu'on parlait de bouffe. Ignace aimait le Guernica de Picasso, mais sa vision préférée était un frigo bien rempli (de victuailles). Comme Montalban, il considérait que le meilleur plat du monde était des œufs frits au chorizo. Mais notre plat préféré, c'était... les curés. On adorait bouffer du curé, avec du franc-maçon en entrée si possible! Je me souviens qu'à un certain moment de la soirée, Ignace adorait raconter ses frasques, elles furent innombrables et il m'est impossible de les dénombrer...

Je me souviens que, souvent, nous évoquions le rugby, celui des vrais, des durs, pas des tatoués...

Je me souviens qu'Ignace nous racontait par le détail ses grandes confrontations avec l'équipe de Brive lorsqu'il jouait avec Fumel...

Je me souviens qu'après une réunion LCR impasse Guéménée à la Bastille, nous avions fait un duel à la poire Williams et étions rentrés à Agen dans le Ford rouge qu'heureusement Antoine conduisait.

Je me souviens qu'Ignace aimait danser le rock, allant parfois jusqu'à nous faire des entrechats inspirés de Noreev.

Je me souviens qu'à la main, il pouvait passer une serpillière sur le sol sans plier les genoux.

Je me souviens qu'il pensait qu'un moteur Diesel possédait un carburateur.

Je me souviens qu'avec une mauvaise foi désarmante, il affirmait que les poussifs camions espagnols Pegaso étaient les meilleurs du monde...

Je me souviens avoir bu avec Ignace un verre, plusieurs verres au Bar des Deux Mondes sur les traces d'Hemingway.

Je me souviens d'avoir bu, un Premier Mai à La Havane, deux bouteilles de rhum avec deux employés des postes cubains et Ignace.

Je me souviens d'avoir partagé avec Ignace des soirées somptueuses chez Michel et Michèle à Puymirrol. Je me souviens d'Ignace écroulé de rire, repêchant Calanque dans la mare de la Pastoure.

Je me souviens d'une semaine de folie au Cap Ferret avec Ignace, Marifé, les enfants, les copains, des tonnes d'huîtres et d'Entre-deux-Mers.

Je me souviens, au Cap Ferret encore, avoir, en compagnie d'Ignace et Marifé, méticuleusement trié un grand sac poubelle pour récupérer une minuscule boulette de shit...

Je me souviens d'Ignace tel un lutteur basque portant un énorme panier de victuailles sur l'épaule, traversant la passerelle d'Agen afin d'aller faire un pique-nique au bord de Garonne. Je me souviens qu'Ignace avait une légère surcharge pondérale et que, régulièrement, il me brisait des chaises.

Je me souviens de la pression chaleureuse de sa main sur mon épaule lorsqu'arrivant chez moi il me disait : « Ça va, vieux? »

Je me souviens de la vision d'Ignace, éfondré de douleur devant la gare d'Agen après, qu'en compagnie de Claude et Gisèle, nous lui avions annoncé le décès prématuré de son fils Igor.

Je me souviens d'Ignace apposant avec moi un drapeau rouge sur le cercueil de mon père.

La classe ouvrière vient de perdre un de ses plus acharnés défenseurs. Moi, je viens de perdre un frère. Désormais, ma vie, nos vies seront différentes. Celle que j'ai vécue avec Ignace ne sera pas marquée d'une pierre blanche mais d'un énorme menhir rouge.

Ignace, Marifé, Hegoa, Iker, Féli, Yon, Anna, Laura, Je vous aime. On vous aime.
Jean-Jacques Tournié

Essais

Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21^e siècle, collectif Mauvaise Troupe, éditions L'Éclat, 2014, 25 euros

A utoportrait collectif et manuel de vouloir vivre... 700 pages, 1,125 Kg de radicalité vécue au quotidien, d'expériences de squats, de Zad, de Notre-Dame-des-Landes, de démontage de Mac Do, de fêtes, d'une culture sortie des sentiers battus! Pas de théorie, pas de «politique», rien que du vécu, de la colère, de l'indignation, de la créativité, de l'action, du bien vivre, du collectif. Et Maïssa dit «Faut faire l'action... Rien ne bougera sans une nouvelle action». En voilà un pétard de 14 juillet qui devrait donner du grain à moudre aux partis politiques: le siècle n'a que 14 ans et le collectif Mauvaise Troupe a déjà plein d'histoires à raconter, de petites victoires au quotidien ou de grandes... Il y en a qui n'attendent pas le grand jour pour vivre comme ils veulent que la vie soit, et ils s'en donnent les moyens: «s'organiser sans organisateurs».

Ce n'est pas un livre, c'est «un pic, un cap, une péninsule»... «Le monde est invivable», «la révolution comme prise de pouvoir est battue en brèche depuis des décennies et n'existe même plus comme pôle de tension». Alors, en attendant, il faut «partir de là où on est» et se créer la vie qui va bien, où au moins qui permette de conjuguer l'imaginaire et les possibles.
Catherine Segala



Défier le récit des puissants,

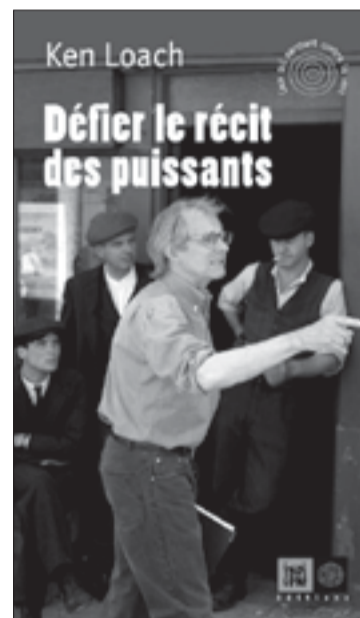
Ken Loach, Indigène édition, 2014, 5 euros

Voici un tout petit livre très bien pour les vacances. Le cinéaste militant, ou plutôt le militant qui fait du cinéma, nous parle de son travail et de ses convictions. La pratique de son art n'a évidemment pas grand-chose à voir avec les grosses productions. Les budgets sont très petits, l'ambiance dans l'équipe est très solidaire, collective et militante: des manutentionnaires aux acteurs, en passant par les techniciens. Toutes les étapes de la fabrication d'un film sont racontées.

Ken Loach parle de sa façon de faire pour défendre au mieux les idées de la contestation. De fait, dans ce monde capitaliste, il y a pas mal de difficultés pour travailler librement, notamment à l'époque de Thatcher où la censure était importante (Irlande, grèves

ouvrières...). Les documentaires qu'il faisait n'arrivaient pas à être diffusés. La question posée est bien celle de faire vivre une expression des gens d'en bas, face à celle étouffante des possédants et des gens de pouvoir.

Philippe Poutou



Web doc

WIFU Project: le tour du monde des innovations durables

L'avenir écologique n'est pas compatible avec le système capitaliste, c'est évident. Mais en attendant le jour glorieux de la victoire sur le capital, des initiatives individuelles ou collectives émergent dans le monde entier. Le web documentaire de WIFU (World ideas for the future) recensera 24 de ces projets innovants nés de préoccupations locales, souvent de la nécessité de survie pour les populations concernées: tourisme «durable» contre pétrole en Équateur, où le droit constitutionnel de la nature est battu en brèche par le gouvernement, aire marine communautaire au Sénégal,



eau solide (!) au Mexique pour lutter contre la sécheresse, repeuplement accéléré de la barrière de corail en Indonésie...

Tous ces projets témoignent d'une créativité incroyable pour réparer les dégâts du système dominant, recréer du lien, du travail, de l'espoir. Sur le mode «Colibris», le web doc Wifu plaide pour la contagion de

l'exemple. Même si ces projets n'ont pas, individuellement, de vocation politique, il faut s'en inspirer et ne pas négliger le pouvoir des «petits ruisseaux».

Catherine Segala

<http://www.wifuproject.com>

Sortie en janvier 2015 d'un livre aux éditions Afnor présentant les 60 projets recensés par WIFU.

librairie
la-breche.com
27 rue Taine 75012 Paris
contact@la-breche.com

Musique

«Un oiseau s'est posé»,

Gérard Manset, double CD Warner, 18 euros.

Gérard Manset s'est fait connaître en mai 1968. Ce n'était certes pas en défilant en tête de cortège mais pour déclarer qu'«Animal, on est mal». Peu probable d'ailleurs que cet ermite, natif des beaux quartiers de Saint-Cloud ait manifesté. Pourtant, après 19 albums distillés au compte-goutte, Manset s'est sculpté une image de vigie de notre monde dérégulé-dérégularisé.

Pour son retour, après six ans d'absence depuis son dernier opus «Manitoba», il s'est attelé à fouiller dans sa longue discographie pour revisiter 17 morceaux pas forcément en «solitaire» et délivrer un inédit qui a donné son nom à ce nouvel opus: «Un oiseau s'est posé». Gérard Manset a donc invité quelques amis (Mark Lanegan, Paul Breslin, Axel Bauer, dEUS et Raphael) pour, loin de toute nostalgie, aborder quelques perles de son répertoire sous des angles nouveaux. Marc Lanegan (ex-Queen of the stone age) chante donc en anglais et en français une «Élégie

funèbre» souveraine tandis que dEUS revisite entièrement le fameux «Animal on est mal». De son côté, le guitariste américain Paul Breslin adapte en anglais l'unique tube de Manset, «Il voyage en solitaire», qui devient «No man's land motel». Pour sa part, Manset n'a jamais aussi bien joué et chanté. C'est donc un long chemin de mots et de notes qui pourront vous accompagner pendant des nuits entières. Ainsi «Matrice» est doté d'un son massif tandis que «Genre humain» est dépouillé de tout artifice, et «Lumières» n'aura jamais autant sonné tristes tropiques... «Entrez dans le rêve» et souhaitez que Manset ne mette pas six ans pour nous concocter un nouvel album.

Sylvain Chardon



Expositions

Du Nord au Sud, quelques belles expos de l'été...

«Nicolas de Staël. Lumières du Nord Lumières du Sud» au MuMa, Musée d'art moderne André Malraux du Havre, jusqu'au 9 novembre. La sublime abstraction figurative des paysages de 1952-1955 d'une exigence absolue et quelques 130 autres peintures et dessins parfois inédits, mais aussi la représentation humaine dans «Staël, la figure à nu» au Musée Picasso d'Antibes, jusqu'au 7 septembre.

«Les rencontres photographiques d'Arles – Parade» jusqu'au 21 septembre. 50 expositions à travers la ville.



«Chefs-d'œuvre de la collection Pearlman, Cézanne et la modernité» au musée Granet à Aix-en-Provence, jusqu'au 5 octobre.

Toujours de splendides paysages et vues de la montagne Sainte-Victoire.

«Vialat, une rétrospective» au musée Fabre de Montpellier, jusqu'au 2 novembre. Ou comment une forme répétitive, reconnaissable entre toutes, devient une source inépuisable d'inventivité.

«Outrenoirs en Europe – Musée et Fondations» dans le tout nouveau et beau musée Soulages à Rodez. Les toiles monumentales, les matières travaillées avec d'innombrables variations, l'accroche de la lumière qui irise et fait virer au blanc le noir, cette non-couleur qui les contient toutes.

«Splendeurs de Volubilis» au MuCEM de Marseille, jusqu'au 25 août. Statuaire gréco-romaine en bronze retrouvée dans la cité antique des Maures, Trésor national à Rabat.

«Philippe Cognée» au Domaine national de Chambord, jusqu'au 12 octobre. Après ses paysages, les étranges portraits floutés à l'encaustique.

Et pour ceux qui passent quand même par Paris...

«Le mur» à la maison rouge, 10 boulevard de la Bastille, jusqu'au 21 septembre. Accroche aléatoire de près de 1000 œuvres d'art contemporain de la collection Antoine de Galabert.

«Lucio Fontana, rétrospective» au Musée d'art moderne, jusqu'au 24 août. De l'abstraction des toiles ascétiques monochromes lacérées ou percées au baroque sensuel de ses céramiques, sans transition.
Ugo Clerico

Edition

Gallmeister, une réserve de pépites de nature

Les éditions Gallmeister ne sont ni militantes ni écolos, mais tout leur catalogue, spécialisé dans le «nature writing» américain, nous transporte dans les grands espaces américains. L'élément déclencheur donne tout de suite l'idée dominante par son titre: «Traité du zen et de la pêche à la mouche» de John Gierach. Les polars, comme ceux de W. Tapply ont pour héros récurrent un guide de pêche Stoney Calhoun, et ceux de Craig Johnson le shérif Walt Longmire si proche des indiens... Les grands thèmes qui traversent la littérature américaine sont tous là, la nature, sa force, ses

dangers, sa beauté, la guerre, celle du Vietnam surtout, et ses séquelles sur des âmes brisées, le racisme, les Noirs, les Indiens, leurs difficultés à vivre. La collection blanche, très nature aussi, réédite des romans, et pour se rafraîchir lors des périodes de canicule, quoi de mieux que «Rêves arctiques» de Barry Lopez, monument du «travel writing», qui sera un des témoins de ce qu'était l'Arctique en 1986 et dont l'auteur nous dit: «Il est possible de vivre avec sagesse sur la terre, et d'y vivre bien».

Sophie Bournazel
www.gallmeister.fr



L'Anticapitaliste | Libre expression

EGYPTE “ Pour l’instant, la contre-révolution a gagné, mais les conditions qui ont provoqué l’explosion de la révolution en 2011 sont toujours là ”

Entretien. Lors de son passage à Londres, nous avons rencontré Mostafa Bassiouny, membre des Socialistes révolutionnaires, principale organisation révolutionnaire en Égypte.



DR

Peux-tu nous parler de la répression depuis que le général Sissi, à la tête de l’armée égyptienne, a pris le pouvoir ?

Tout d’abord il y a eu le sit-in des pro-Morsi en août 2013 où 1000 personnes, selon le régime, 2600 selon les Frères musulmans (FM), ont été massacrées. Depuis, des centaines de Frères musulmans ont été condamnés à mort lors de procès qui n’ont duré que 20 minutes. De plus, 41 000 personnes ont été arrêtées ou inculpées, avec des peines de prison allant jusqu’à 15 ans. Et cela touche des opposants de tous les bords, pas seulement des Frères musulmans mais aussi des libéraux, des socialistes, qui auraient enfreint (entre autres) la nouvelle loi contre les manifestations.

En ce qui concerne les médias, qu’ils soient contrôlés par l’État ou par des hommes d’affaires amis du régime, la mainmise est totale. Quant aux réseaux sociaux, les espaces de liberté ouverts par la révolution se ferment, et le régime recommence à criminaliser les acteurs d’internet comme du temps de Moubarak.

Et la torture ?

Il est clair qu’elle est revenue de manière systématique, avec des coups, des décharges électriques, des agressions sexuelles et des viols, comme le montrent les rapports d’Amnesty international¹. Récemment, alors qu’un prisonnier était mort, les autorités avaient expliqué que c’était « par manque de ventilation ». Quand la famille a retrouvé le corps, la langue avait été coupée et les yeux arrachés. Lorsque Morsi était au gouvernement, la police et l’armée ne lui accordaient pas toujours leur soutien total. Avec Sissi, c’est différent : les appareils de répression sont tous derrière lui.

Quand Sissi a pris le pouvoir, il a reçu le soutien des libéraux, des sociaux-démocrates mais aussi des nassériens et des directions des

nouveaux syndicats indépendants qui s’étaient construits après la révolution du 25 janvier 2011. Comment expliquez-vous ce soutien à la contre-révolution menée par l’armée et le fait que si peu de forces s’y soient opposées ?

D’abord, la contre-révolution a réussi à jouer la carte du « danger islamiste » en expliquant que les Frères musulmans allaient faire de l’Égypte un pays comme Gaza et créer une société où l’État serait complètement détruit. En même temps, de façon habile, tout en attaquant et en réprimant les révolutionnaires, ils ont repris les slogans et les revendications de la révolution. Constatant que ces revendications n’avaient pas été réalisées par les Frères musulmans, ce qui est vrai, ils ont prétendu que c’était eux – Sissi et l’armée – qui représentaient la continuité de la révolution et qu’ils allaient réaliser ses aspirations.

Après la chute de Moubarak, ce ne sont pas les forces vives de la révolution qui ont pris le pouvoir mais les réformistes, c’est-à-dire les Frères musulmans. Leur tentative de changer la société s’est faite dans le cadre des politiques précédentes. Morsi, par exemple, a continué à négocier avec le FMI et a cherché à amadouer les hommes d’affaires. Il n’avait ni la possibilité ni la volonté d’améliorer les conditions de vie des différents secteurs de la population. La contre-révolution a réussi à faire passer l’idée que c’était la révolution qui en était responsable et donc, que pour améliorer les conditions de vie à nouveau, il fallait un retour à la normalité, à la stabilité.

Est-ce qu’aujourd’hui l’Égypte vit un simple retour à la situation sous Moubarak ou y a-t-il des différences ?

Quand Moubarak a pris le pouvoir en 1981, il a adopté une politique de changement graduel, particulièrement en ce qui concerne la libéralisation économique. Sissi a

adopté une politique différente, la politique du choc, ce qui ressemble davantage à l’époque de Sadate. En se servant de sa popularité et de son immense pouvoir de répression, il est en train d’augmenter les prix de manière brutale.

En ce qui concerne le dernier budget de l’État, il avait été préparé avant que Sissi ne devienne président. Le déficit avait été fixé à 12% mais Sissi a refusé ce budget et a demandé au gouvernement de réduire le déficit. Celui-ci a été effectivement réduit, en diminuant les subventions liées à l’énergie pour réussir à accumuler 40 milliards de livres égyptiennes (4 milliards d’euros), avec pour conséquence une augmentation des prix.

Cela nous amène aux perspectives pour les mois et les années à venir...

Il est clair que, pour l’instant, la contre-révolution a gagné et la révolution a été défaite. Mais les conditions qui ont provoqué l’explosion de la révolution en 2011 sont toujours là. Du coup, soit Sissi réussira, par sa politique de choc néolibérale et la répression, à imposer une défaite définitive de la révolution, soit cette politique conduira à de nouvelles luttes et la vie de la contre-révolution sera plus courte qu’ils ne le croient. Il faut dire aussi que les masses qui ont participé à cette révolution et qui se sont battues contre les institutions de l’État ont vécu une transformation profonde. Il est donc très possible qu’il y ait une nouvelle montée de la révolution. Il y avait un problème quand la révolution a commencé. C’est qu’il n’y avait pas d’organisation forte qui pouvait prendre la direction. Nous, nous considérons que notre rôle, c’est de préparer la construction de cette organisation pour la nouvelle révolution.

Les différentes forces, comme les nassériens qui ont participé à la révolution mais qui ont soutenu la

contre-révolution de Sissi, ont-ils commencé à changer d’avis par rapport à leur soutien initial ?

Les jeunes membres du Parti populaire (nassériens), des libéraux, et des sociaux-démocrates ont commencé à changer leurs positions, et nous avons commencé un travail en commun, notamment sur la loi contre les manifestations et sur la solidarité avec Gaza.

En ce qui concerne les nouveaux syndicats indépendants, il y a une crise au niveau de leur direction. Les dirigeants ont effectivement soutenu la contre-révolution et appelé à arrêter les grèves. Mais ceux qui sont à la base de ces syndicats ont joué un rôle très important dans les grèves de février 2014, notamment dans les usines de textile de Mahallah sur les salaires. Une nouvelle vague potentielle de grèves pourrait faire ressortir davantage ce clivage dans les syndicats et rendre les choses plus claires.

En pleine offensive israélienne sur Gaza, où en est le mouvement de solidarité avec la Palestine et quelle est l’attitude du gouvernement Sissi ?

En ce moment, les forces de l’État et les médias sous le contrôle de l’État mènent une campagne de dénigrement contre le Hamas afin d’affaiblir le mouvement de résistance en Égypte. La politique de Sissi ne se différencie pas de la politique de Moubarak. Il honore tous les accords entre l’Égypte et Israël. Mais ce qui se passe à Gaza en ce moment pourrait créer un changement dans l’opinion publique. Il y a des appels à des manifestations et la préparation d’un départ à Rafah pour passer à Gaza. Mais je pense qu’il ne faut pas oublier que les gens vivent la répression et les choses ne sont pas faciles.

Propos recueillis le dimanche 13 juillet par Ross Harrold

1 - http://www.amnesty.fr/search/apachesolr_search/Torture%20en%20Egypte

Vu ailleurs

MONDE diplomatique **ART À VENDRE.** Les fresques (murales) de Diego Rivera (1886-1957) sont autant d’œuvres qui conjuguent l’esprit révolutionnaire et l’invention de formes unissant la tradition populaire et la modernité. (...) En 1932-33, Rivera est à Detroit, où, à l’invitation de la Fondation Ford, il peint vingt-sept panneaux bordant la cour intérieure de ce qui sera le Detroit Institute of Arts. Quand l’une de ses compositions, L’Homme et la Machine, montre les étapes de la construction du moteur de la Ford modèle 32, ce sont à la fois la puissance collective de la création humaine et le déploiement de l’aliénation qui sont saisis, avec une simplicité porteuse de visions épiques. L’œuvre de Rivera, marxiste, ami de Léon Trotski et d’André Breton, tenant d’une modernité engagée et dans la recherche formelle et dans l’action politique, suscitera des commentaires affolés, en particulier dans l’Amérique du maccarthysme. Mais c’est aujourd’hui qu’elle est véritablement menacée : le procès pour faillite de la ville de Detroit commence le 14 août. Il va falloir trouver de l’argent, afin de payer les créanciers, alléger les compressions imposées aux retraites, etc. Le musée, le Detroit Institute of Arts, est merveilleusement riche : les œuvres qu’il abrite représenteraient plus de 4,6 milliards de dollars. Leur vente est donc envisagée, avec la prudence qui s’impose pour ne pas faire baisser le marché, et les Picasso, Van Gogh, Cézanne... font l’objet d’une certaine protection, probablement liée à leur statut de stars, et au retentissement déplorable qu’aurait leur mise à l’encan. Il ne semble pas que les fresques de Rivera suscitent le même embarras. Adressé à Madame la directrice générale de l’Unesco et Monsieur l’ambassadeur délégué permanent du Mexique auprès de l’Unesco, et destiné à M. Jonathan Putnam, le directeur de l’US National Park Service Office of International Affairs, un appel international circule, demandant l’inscription de ces fresques murales au patrimoine mondial de l’humanité, pour les protéger de cette entreprise de privatisation, qui montre admirablement, quels que soient les pudeurs et freins destinés à atténuer le choc, la logique d’un système : il n’est de valeur que marchande.

« Detroit en faillite, Diego Rivera aux enchères » par Évelyne Pieiller, *le Monde diplomatique*, dimanche 20 juillet.

S’abonner à l’Anticapitaliste
l’hebdomadaire du NPA - www.npa2009.org

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d’un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Hebdo + Mensuel	Jeunes/chômeurs/précaires	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d’être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l’ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org